

LE PRÉSIDENT DEVANT LES MÉDIAS

«L'Algérie n'enverra pas ses troupes au Sahel»

P. 3

STARTUPS

M. Djerad inaugure l'accélérateur de startups "Algeria Venture"

P. 24

RAMADHAN

L'accomplissement ou non des Tarawih dans les mosquées dépendra de l'évolution de l'épidémie (Commission de la Fatwa)

P. 4

INTERVENTION DU PRÉSIDENT TEBBOUNE DEVANT LES MÉDIAS

Appel au changement des mentalités et mise en garde contre la contrerévolution

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a appelé lundi soir au changement des mentalités pour qu'on puisse construire "une Algérie nouvelle", soulignant que "les changements sociétaux entraînent des changements institutionnels", tout en mettant en garde contre les velléités de certaines parties visant à bloquer le changement souhaité par "une contrerévolution". "Nul ne peut stopper le cours du changement", a indiqué M. Tebboune lors de son entrevue avec des responsables de médias nationaux, diffusée lundi soir, affirmant que "l'Etat a lancé les changements revendiqués par le peuple algérien, tandis que des personnes limitées à la mentalité sclérosée réclament le changement, tout en refusant eux-mêmes de changer". "Le développement de l'Etat passe par l'évolution de son peuple", a-t-il soutenu. P.p 3-6-24

DKnews-APS



STARTUPS - NUMÉRISATION

Djerad : "la numérisation doit constituer la base du développement économique du pays"

P. 6

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - SONATRACH

Convention-cadre pour accompagner la stratégie de développement des énergies renouvelables

P. 4

PÉTROLE

Le Brent s'approche des 64 dollars à Londres

P. 7

SANTÉ

VARICES

Vers la fin de la chirurgie

P.p 12-13

FOOTBALL

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION

JSK-COTON SPORT

Le Libyen Moataz Ibrahim au sifflet

P. 21



PORTRAIT

Ali Boukhalfa, un demi-siècle de sculpture, de peinture et de transmission

P. 16

ORAN

Le cadavre retrouvé est bien celui du jeune youtubeur disparu Fekri Benchenane

P. 8

MÉTÉO

Des averses orageuses sur l'Ouest et le Sud-Ouest du pays (BMS)



Des pluies, sous forme d'averses orageuses, sont attendues, mardi et mercredi, sur l'Ouest et le Sud-Ouest du pays, indique un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie.

Les wilayas concernées par ce BMS placé niveau de vigilance "Orange", sont : Tlemcen, Aïn Temouchent, Oran, Sidi Bel Abbés, Mascara, Saïda, Naâma et El Bayadh, et ce à partir de mardi à 15h 00 jusqu'à mercredi à 03h00.

Les quantités d'averses estimées oscilleront entre 20 et 30 mm et pouvant atteindre ou dépasser localement 40 mm, ajoute le bulletin, qui prévoit également des rafales de vent sous orage.

AFFAIRES RELIGIEUSES

Accomplissement de Salat El Istisqa samedi prochain

Le ministère des Affaires religieuses et des Waqfs a appelé à accomplir "Salat El Istisqa" (prière pour la pluie) samedi prochain dans toutes les mosquées du pays.

Il exhorte les Imams et l'ensemble des citoyens à accomplir Salat El Istisqa samedi prochain à 10h00 avec possibilité de la renouveler, le cas échéant, et ce en raison de la faible pluviosité, voire l'absence de chutes de pluie, indique mardi un communiqué du ministère.

ALGÉRIE - PORTUGAL

Prorogation du programme exécutif de coopération culturelle



La prorogation du programme exécutif de coopération culturelle entre l'Algérie et la République du Portugal a été conclue lundi à Alger entre la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda et l'ambassadeur de la République du Portugal, M. Luis Manuel de Magalhaes de Albuquerque Veloso, a indiqué un communiqué du ministère.

Le programme exécutif de coopération culturelle (2018-2020) entre l'Algérie et la République du Portugal, a été prorogé de trois ans par les deux parties, après avoir abordé dans le même élan, la possibilité d'ajouter d'autres points à ce programme.

ORAN

Effondrement partiel d'un immeuble : treize familles relogées



Treize familles recensées suite à l'effondrement partiel d'un immeuble survenu au mois de janvier dernier à hai "Sidi El Bachir" (ex Plateau) de la ville d'Oran, ont été relogées dernièrement dans des logements décents dans la commune de Benfréha, a-t-on appris mardi du chef de daïra d'Oran, Rahmouni Mourad.

Suite à une série de rencontres du chef du cabinet du wali avec les représentants des habitants de l'immeuble et après l'achèvement des procédures, 13 familles ont été relogées dernièrement dans un immeuble situé au site de 1.000 logements publics locatifs de la commune de Benfréha.

A rappeler que des résidents de l'immeuble ont refusé auparavant leur relogement dans la commune de Benfréha revendiquant un autre site au niveau de hai El Barki du chef-lieu de wilaya, où les travaux de réalisation de logements publics locatifs ont été achevés à cent pour cent et ceux d'aménagement externe (réseaux d'assainissement, d'AEP, d'éclairage public et autres) sont en cours pour un délai de 4 mois, a-t-on indiqué.

L'effondrement partiel du vieux immeuble, survenu le 9 janvier dernier, n'a provoqué aucune perte humaine.

TLEMCCEN

Saisie de plus de 2 kg de kif traité, arrestation de deux femmes



Les services de la police de Tlemcen ont opéré, dernièrement, la saisie de 2,130 kg de kif traité et l'arrestation de deux femmes, a-t-on appris mardi de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Des éléments de la brigade de lutte contre la drogue relevant de la police judiciaire ont effectué cette opération, quand lors d'une patrouille à l'intérieur de la gare de transport de voyageurs de hai "Abou Tachfine" dans la commune de Tlemcen, ils ont aperçu des mouvements suspects de deux passagères à bord d'un bus.

La fouille dans ce bus a permis de découvrir la quantité précitée du kif traité en possession des deux femmes âgées de 32 et 62 ans, selon un communiqué.

Une procédure judiciaire a été engagée à l'encontre des deux prévenues pour les présenter devant le procureur de la République près le tribunal de Tlemcen.

ALGER

Perturbations de l'alimentation en électricité à Cheraga (SADEG)



Des perturbations de l'alimentation en électricité toucheront deux quartiers de la commune de Cheraga, à l'ouest d'Alger respectivement le 3 et 4 mars, en raison des travaux d'entretien des postes électriques, a indiqué mardi un communiqué de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG).

Ces perturbations devront toucher, durant la journée de mercredi 3 mars de 09h à 16h, le quartier Lotissement Bouzid Ali (Cheraga) et, le lendemain (4 mars), le quartier Bouchaoui marine, également de 09h à 16h, selon la même source.

SEAAL

L'AEP perturbée dans plusieurs communes d'Alger



La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) a annoncé une perturbation de l'alimentation en eau potable dans plusieurs communes d'Alger en raison de travaux de réparation d'une canalisation principale de transfert d'eau.

"Suite à un incident survenu sur la Station de dessalement d'eau de mer "SDEM EL HAMMA", des travaux sont effectués sur la canalisation principale de transfert d'eau, depuis hier lundi et se poursuivront jusqu'à la soirée de ce mardi (02 mars)" a indiqué SEAAL dans un communiqué.

Ces travaux, localisés au niveau de la Station de dessalement d'El Hamma, dans la commune de Belouizdad, engendreront un déficit en production qui générera une suspension de l'alimentation en eau potable impactant les communes d'Alger- centre, Sidi M'hamed, Belouizdad, El Mouradia, Kouba, Bologhine, Oued koriche, Rais Hamidou, Hammamet, Bab el Oued, Casbah.

Aussi, une "forte perturbation" touchera les communes de la partie Est et Ouest d'Alger à savoir Bir Mourad Rais, El Madania, Gué de Constantine, El Biar, Birkhadem, Hydra, Ben Aknoun, Beni Messous, Bouzareah, Birtouta, Tes-sala El Merdja, Khraicia (en partie), Draria, El Achour, Baba Hassen, Douéra, Ouled Fayet, Cheraga, Saoula, Souidania, Dély Brahim, Hussein dey, El Magharia, Bachdjerrah, Zeralda, Staoueli, Aïn Benian, Mehalm et Rahmania, selon la même source.

L'alimentation en eau potable reprendra progressivement la journée de mercredi, a assuré la SEAAL qui a annoncé des dispositions pour compenser une partie de la production et réduire l'impact sur la population.

LE PRÉSIDENT DEVANT LES MÉDIAS

Le Président Tebboune appelle au changement des mentalités et met en garde contre la contre-révolution

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a appelé lundi soir au changement des mentalités pour qu'on puisse construire "une Algérie nouvelle", soulignant que "les changements sociétaux entraînent des changements institutionnels", tout en mettant en garde contre les velléités de certaines parties visant à bloquer le changement souhaité par "une contre-révolution".

"Nul ne peut stopper le cours du changement", a indiqué M. Tebboune lors de son entrevue avec des responsables de médias nationaux, diffusée lundi soir, affirmant que "l'Etat a lancé les changements revendiqués par le peuple algérien, tandis que des personnes limitées à la mentalité sclérosée réclament le changement, tout en refusant eux-mêmes de changer". "Le développement de l'Etat passe par l'évolution de son peuple", a-t-il soutenu.

Préférant parler sans préjugés, ni arrière-pensées, en s'adressant à "des personnes qui tentent de semer le désespoir chez les Algériens", le président de la République a dit que ces personnes constituent "une minorité qui tente d'imposer ses opinions à une majorité silencieuse. Ce sont là, a-t-il poursuivi, des voix des parties étrangères à des fins connues", estimant que "la voix de cette minorité se fera entendre uniquement si elle est au service des intérêts du pays, sans pour autant imposer ses opinions à la majorité".

"Les changements sociétaux entraînent des changements institutionnels", a-t-il précisé, appelant au "changement des mentalités dans l'administration qui bloque parfois les décisions prises par le Président", jurant de lutter farouchement contre ces comportements. M. Tebboune a également rappelé la satisfaction, pour la plupart, des revendications du Hirak authentique qui appelait à "un changement institutionnel", affirmant ne ressentir aucune inquiétude quant aux dernières marches dans certaines villes, pendant lesquelles le peuple algérien est sorti pour "rappeler les mêmes revendications" exprimées depuis deux ans.

"Une partie est sortie toutefois pour d'autres raisons qui ne sont pas toutes en phase avec les revendications du Hirak authentique", a-t-il noté, estimant que le slogan appelant à "une gouvernance civile" n'a pas changé depuis 15 ans.

"Le régime algérien est bien

défini aujourd'hui. Le peuple algérien est sorti dans les rues et nous avons réalisé ses revendications. Le peuple a choisi les élections et préféré un changement institutionnel", a fait savoir le Président Tebboune, assurant que "quelles que soient les revendications, pour moi ceux qui se sont rendus aux urnes lors de la présidentielle pour sauver la République sont 10 millions d'Algériens".

D'autre part, le chef de l'Etat a affirmé que l'Armée nationale populaire (ANP) "a atteint un niveau de professionnalisme qui la tient à l'écart de la politique. C'est une armée disciplinée qui applique les instructions du Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale".

"L'ANP est mon plus fort soutien. Elle protège la patrie, la Constitution et les frontières, et sans elle, les terroristes auraient pu infiltrer les marches populaires", a soutenu le Président Tebboune, expliquant que "Ce sont l'Armée et les services de la sécurité qui veillent à protéger le peuple pour qu'il puisse s'exprimer librement".

Après avoir battu en brèche les rumeurs colportées contre sa personne, notamment celles en lien avec son état de santé et sa prétendue démission, le président de la République a nié avoir un conflit avec l'institution militaire, affirmant qu'il ne décevra pas le peuple qui a placé sa confiance en sa personne. Il a également précisé que ces rumeurs avaient pour source des sites électroniques dans un pays voisin diffusant depuis l'Europe.

Evoquant le dernier remaniement ministériel partiel, le chef de l'Etat a rappelé qu'il n'a pas voulu opérer un changement total du Gouvernement "par respect au peuple", ajoutant qu'un changement profond du Gouvernement interviendra après les prochaines élections législatives, "en fonction de l'issue de ces échéances". Et de rappeler que le remaniement ministériel partiel a ciblé certains secteurs dont les actions "n'ont pas donné les résultats escomptés sur



le terrain, notamment en ce qui a trait à la vie quotidienne des citoyens", précisant que 70% des projets qu'ils a ordonnés dans les zones d'ombre et enclavées "concernent des problèmes de raccordement au réseau d'alimentation en eau potable, et vu que le ministère des Ressources en eau n'avait pas agi, il était plus que nécessaire de changer le ministre, de même pour les secteurs de l'Energie et de l'Industrie, d'autant que nous avons adopté une nouvelle politique d'industrialisation qui n'a pas donné ses fruits".

Les prochaines élections ne ressembleront en rien à celles du passé

Concernant les prochaines échéances, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune n'a pas écarté l'éventualité d'organiser les élections législatives et locales à la même date, estimant qu'il s'agit d'une "revendication légitime" de la classe politique. Evoquant la grâce présidentielle décrétée dernièrement au profit de certains détenus, le chef de l'Etat a indiqué que cette décision "a été prise en position de force", partant du principe de "la promotion du pardon", ajoutant "il fallait prendre des décisions à l'encontre de ceux qui ont été placés en détention avant la Présidentielle de 2019".

Il a estimé dans ce sillage que "le nombre des détenus d'opinion

ne dépasse pas deux ou trois, alors que la majorité des personnes libérées sont inculpés pour diffamation et outrage à l'encontre des institutions", appelant tous ceux qui veulent prendre part à la gestion des affaires du pays à participer aux prochaines échéances. Il a en outre assuré que les prochaines élections "ne ressembleront en rien à celles du passé", lesquelles, a-t-il dit, seront organisées loin de "l'argent, sale ou pas", estimant que le taux de participation "n'aura aucun impact sur les résultats de ces élections étant donné que de telles échéances ne réalisent pas de forts taux de participation à travers le monde".

Indiquant que l'argent sale "ronge encore la société et dont l'ampleur sera révélé au grand jour grâce aux investigations", le Président de la République a mis en garde contre "une contre-révolution qui recourt à l'argent sale et à des personnes en connivence avec d'autres qui sont détenues", jurant qu'ils "payeront le prix cher" pour leurs actes.

Evoquant l'élection du président du Conseil de la nation, M. Tebboune a précisé qu'en sa qualité de Président de la République, il ne pouvait s'ingérer dans les affaires d'une instance législative, ajoutant qu'il croit en "les équilibres naturels", tandis que "les équilibres artificiels ne durent pas".

Par ailleurs, le président de la République a mis l'accent sur l'im-

pératif de rationaliser les dépenses et d'encourager la production et l'investissement nationaux afin de relancer l'économie nationale et d'assurer au pays une situation financière confortable. En réponse à une question sur le projet du nouveau Code de l'investissement, le Président Tebboune a indiqué que la première mouture "n'a pas encore été présentée, ni au Gouvernement, ni au Conseil des ministres", soulignant que la nouvelle politique de l'investissement "repose sur la suppression de tout ce qui a trait à l'idéologie pour ne maintenir que les aspects purement économiques". Concernant les relations entre l'Algérie et la France, le Président de la République, a affirmé qu'elles étaient "bonnes" loin du complexe d'ancien colonisateur, soulignant l'existence de lobbies en France qui cherchent à saper ces relations.

A une question sur le dossier de la Mémoire, le Président Tebboune a fait remarquer que "les bonnes relations de l'Algérie ne sauraient être au détriment de l'Histoire ou de la mémoire". Sur le volet international, le chef de l'Etat a soutenu que l'Algérie entretenait d'excellentes relations avec les Etats-Unis, l'Union européenne et avec les pays frères du Golfe, et ce en dépit parfois des divergences dans les vues. "L'Algérie est une force de frappe en Afrique. Notre armée est forte et nous préserverons notre prolongement stratégique en Afrique ou ailleurs", a-t-il soutenu, soulignant que l'ANP "ne sera pas envoyée à l'étranger", notre mission étant d'"aider nos voisins à surmonter les étapes difficiles et les crises qu'ils traversent".

Réitérant la position de l'Algérie vis-à-vis de la cause sahraouie, le Président Tebboune a assuré que l'Algérie "n'abandonnera pas la question du Sahara occidental". Pour ce qui est du Sommet arabe qui devait se tenir à Alger en 2020, le Président de la République a souligné que ce "Sommet est reporté jusqu'à la fin de la pandémie".

L'ANP a atteint un niveau de professionnalisme qui la tient à l'écart de la politique

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que l'Armée nationale populaire (ANP) "a atteint un niveau de professionnalisme qui la tient à l'écart de la politique".

"L'Armée nationale populaire a atteint un niveau de professionnalisme qui la tient à l'écart de la politique. C'est une armée disciplinée qui applique les instructions du Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale", a précisé le Président de la République lors d'une entrevue accordée à des responsables de médias nationaux, diffusée lundi soir sur les chaînes nationales de la Télévision et de la Radio.

"L'ANP est mon plus fort

soutien. Elle protège la patrie, la Constitution et les frontières, et sans elle, les terroristes auraient pu infiltrer les marches populaires", a soutenu le Président Tebboune, rappelant à ce propos l'arrestation d'individus munis d'armes blanches lors des dernières marches.

"Ce sont l'Armée et les services de la sécurité qui veillent à protéger le peuple pour qu'il puisse s'exprimer librement", a expliqué le Président de la République.

Déplorant les rumeurs sur son état de santé et sa prétendue démission, le Président Tebboune nie avoir un conflit avec l'institution militaire, affirmant qu'il ne décevra pas le peuple qui a placé sa confiance en sa personne.

"L'Algérie est une force de

frappe en Afrique. Notre armée est forte et nous préserverons notre prolongement stratégique en Afrique ou ailleurs", a-t-il soutenu, soulignant que l'ANP "ne sera pas envoyée à l'étranger", notre mission étant d'"aider nos voisins à surmonter les étapes difficiles et les crises qu'ils traversent". Et d'ajouter, l'Algérie "œuvre actuellement à retrouver ses forces et son leadership au plan régional, dans le respect de la souveraineté d'autrui, sans renoncer à sa souveraineté et à ses positions".

L'Algérie "n'est sous le protectorat d'aucun pays", a martelé le chef de l'Etat, indiquant qu'il existe un pays dans la région "qui applique ce qu'on lui dicte".

APS

Le changement profond du Gouvernement interviendra après les prochaines élections législatives (Président Tebboune)

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé lundi que le changement profond du Gouvernement interviendra après les prochaines élections législatives. "Je n'ai pas voulu opérer un changement total du Gouvernement par respect au peuple. Nous sommes à l'approche d'élections législatives qui seront organisées dans les deux ou trois mois prochains", a indiqué le Président Tebboune lors de son entrevue périodique avec des responsables de médias nationaux diffusée lundi. Le changement du gouvernement interviendra immédiatement après les élections "en fonction de l'issue de ces échéances", a-t-il ajouté. Evoquant le dernier remaniement ministériel partiel, le président de la République a rappelé qu'il a ciblé certains secteurs, à l'instar de l'Energie et de l'Industrie, des secteurs, a-t-il dit, qui n'ont pas donné de résultats sur le terrain, notamment en ce qui a trait à la vie quotidienne des citoyens. Relevant des aspects positifs et négatifs pour ce qui est de l'action du Gouvernement, le Président Tebboune a cité cinq ou six ministres qui ont "fait couler beaucoup d'encre, dans des affaires de moeurs même". Les membres du premier Gouvernement ont été choisis "en satisfaction des revendications du Hirak béni et authentique qui appelait à un changement institutionnel", a assuré le chef de l'Etat. Il dira sur ce point, "j'ai essayé autant que faire se peut de nommer de nouvelles têtes et j'ai honoré cet engagement en désignant de jeunes ministres et cinq ministres issus du Hirak, dont le travail de certains commence à donner ses fruits sur le terrain".

NOUVEAU DÉCOUPAGE ADMINISTRATIF M. Beldjoud préside l'installation du wali de Timimoun

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud a présidé, mardi, l'installation du wali de Timimoun, Youcef Bechlaoui, en application de la décision du président de la République, M. Abdemadjid Tebboune portant promotion de dix (10) circonscriptions administratives du Sud en wilayas à part entière.

La cérémonie d'installation s'est déroulée en présence du wali d'Adrar, Larbi Bahloul, des autorités locales et sécuritaires, ainsi que des représentants de la société civile.

Dans son allocution, M. Beldjoud a mis en avant l'importance du nouveau découpage administratif qui est, a-t-il ajouté, en adéquation avec "les nouveaux besoins du pays et avec ces régions du Sud". La promotion de Timimoun au rang de wilaya, a pour buts, d'"améliorer le cadre de vie du citoyen, promouvoir l'investissement et le climat des affaires et créer des emplois pour les jeunes", a-t-il ajouté.

Après avoir transmis les salutations du Président de la République et du Premier ministre à la population de la wilaya, le ministre a affirmé que "l'intérêt porté à la wilaya de Timimoun est une question d'importance capitale, à laquelle sont associés les institutions de l'Etat et les acteurs de la société civile".

M. Beldjoud a rappelé, à l'occasion, l'importance d'"une participation massive des jeunes" aux prochaines législatives, pour "donner un nouveau souffle à la représentation de l'Etat et au service du citoyen, à travers les structures et les institutions sur lesquelles repose l'Algérie nouvelle".

Le ministre a également mis l'accent sur la nécessité d'œuvrer dans "un cadre de concertation", de "se rapprocher des citoyens, et de prendre en compte" leurs préoccupations, pour "une véritable relance à même de consacrer la démocratie participative qui dessine les contours de l'Algérie nouvelle". M. Beldjoud a tenu à saluer "le rôle primordial" de l'Armée nationale populaire (ANP), sous le commandement du Président Tebboune, dans la protection des frontières nationales.

Pour sa part, le wali d'Adrar a qualifié la promotion de Timimoun au rang de wilaya, de "décision historique", laquelle

devra "consolider l'attractivité des territoires et répondre aux aspirations et ambitions de la population au développement socio-économique".

A leur tour, les habitants de la wilaya ont fait part de "leur remerciement et de leur estime au Président de la République, pour son engagement tenu quant à la promotion de Timimoun au rang de wilaya à part entière", affirmant que cette décision permettra à leur wilaya de "jouer un rôle pionnier dans le développement de l'économie nationale, notamment à l'extrême Sud".

Pour rappel, le président de la République avait décidé, le 21 février 2021, de promouvoir dix (10) circonscriptions administratives du Sud du pays en wilayas à part entière. Il s'agit des wilayas de Timimoun, Bordj Badji Mokhtar, Béni Abbès, Ouled Djellal, In Salah, In Guezzam, Tougourt, Djanet, El M'Ghair et El Menia.

ENERGIE Signature d'une convention entre le ministère de l'Energie et des Mines et le ministère chargé des startups

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, et le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la connaissance et des Startups, Yacine Oualid, ont signé mardi à Alger une convention de coopération dans le cadre du soutien aux startups actives dans les secteurs énergétique et minier.

En marge de la cérémonie d'inauguration de l'accélérateur de startups, "Algeria Venture" présidée par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, le ministre de l'Energie et des Mines et le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Economie de la connaissance et des Startups, ont paraphé une convention de coopération afin de promouvoir l'innovation dans le secteur de l'énergie et des mines.

Selon M. Arkab, cette convention doit permettre d'accompagner les startups notamment dans les domaines d'activités de Sonatrach en bénéficiant des opportunités du secteur. Il s'agit, selon le ministre de l'Energie et des Mines de soutenir les startups spécialisées dans l'innovation et dans le développement du secteur de l'énergie et des mines grâce à la valorisation

des projets portés principalement par les jeunes. De plus, cette convention doit contribuer, a-t-il dit, à faciliter la signature de contrats entre les grandes entreprises et les startups, notamment en ce qui concerne le secteur des services "pour lesquelles des millions de dollars sont dépensés chaque année".

"Il s'agit de donner la priorité aux entreprises innovantes dans le secteur, et ce, avec la généralisation de cette convention à l'ensemble des secteurs dans le but de créer de la richesse", a estimé M. Arkab. Pour sa part, M. Oualid a souligné l'intérêt de cette convention et de l'ensemble des mécanismes de soutien aux startups afin de permettre, à terme, à ces dernières d'exporter leurs services, notamment en Afrique. De plus, il a assuré le soutien de son département ministériel aux jeunes porteurs de projets "qui étaient dans le passé marginalisés poussant nombre d'entre eux à migrer". "Notre but aujourd'hui est de leur fournir tous les moyens pour concrétiser leurs projets ici en Algérie en bénéficiant de l'ensemble des mécanismes de l'Etat qui leurs sont dédiés", a expliqué M. Oualid.

RAMADHAN

L'accomplissement ou non des Tarawih dans les mosquées dépendra de l'évolution de l'épidémie (Commission de la Fatwa)

Le président de la Commission ministérielle de la Fatwa, Mohand Idir Mechnane, a indiqué mardi à Alger que l'accomplissement ou non de la prière des Tarawih dans les mosquées dépendra de l'évolution de l'épidémie de Covid-19, assurant que la décision sera prise dans l'intérêt des citoyens et conformément aux préceptes de l'Islam. Dans une déclaration à l'APS, en marge d'une conférence organisée par Radio Coran sur la fatwa en Algérie, M. Mechnane a précisé que l'émission d'une fatwa

concernant l'accomplissement ou non de la prière des Tarawih dans les mosquées sera décidée en coordination avec toutes les parties concernées, en tenant compte de l'évolution de l'épidémie de Covid-19. La Commission de la Fatwa travaille en coordination avec le ministère des Affaires religieuses et des wakfs, le ministère de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière et le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, a-t-il fait savoir. La Commission suit de près l'évo-

lution de l'épidémie de Covid-19 en Algérie et "toute décision qu'il en prendra sera dans l'intérêt des citoyens et en conformité avec les préceptes de l'Islam", a-t-il affirmé, ajoutant qu'elle "s'appuiera sur des données scientifiques".

M. Mechnane a rappelé, dans ce contexte, que le travail mené par la Commission ministérielle de la Fatwa de concert avec les différents secteurs avait grandement contribué à rassurer et à orienter l'opinion publique durant le pic épidémique en Algérie.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - SONATRACH

Convention -cadre pour accompagner la stratégie de développement des énergies renouvelables

Une convention-cadre a été signée, mardi à Alger, entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le Groupe Sonatrach, portant accompagnement de la stratégie nationale de développement et d'exploitation des énergies renouvelables.

La signature de la présente convention a eu lieu à la Direction générale de la recherche scientifique au siège du ministère, en marge de la présentation du livre blanc sur la vision stratégique nationale de la recherche et de l'innovation dans le domaine de la transition et de la sécurité énergétiques, en présence du ministre du secteur, Abdelbaki Benziane.

Le Directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique au ministère, Abdelhafidh Aourag a indiqué, dans une déclaration à la presse, que la présente convention qui est la première du genre, a pour objet, "l'accompagnement de la compagnie nationale Sonatrach dans l'exploitation de toutes les énergies" dont regorge notre pays, ainsi que dans le développement de nouveaux modèles énergétiques", à travers notamment, la mise de tous les

moyens humains et matériels, parmi "les chercheurs et infrastructures du ministère", à la disposition du groupe public".

Pour le même responsable, le livre blanc s'inscrit dans ce cadre, car renfermant des études et des concertations entre des chercheurs algériens dans le domaine de l'énergie, y compris ceux établis à l'étranger et des opérateurs économiques autour de la stratégie à adopter par l'Algérie, à l'effet de développer les énergies renouvelables, avec l'accompagnement de la recherche scientifique. Le livre comporte également les propositions des acteurs, en vue de relever le niveau de la croissance économique, en intégrant les énergies renouvelables, en sus de l'accompagnement des étudiants diplômés désirant créer leurs micro-entreprises dans ce domaine.

M. Benziane avait affirmé, lors de son allocution à l'occasion de la présentation du livre blanc, que l'Algérie qui "génère 98% de ses revenus des exportations des hydrocarbures et assure 99% de sa production électrique à partir du gaz naturel, doit mettre en place une stratégie globale, à même de garantir sa sécurité énergétique", à travers notamment "

des réformes structurelles profondes dans tous les domaines, en se basant sur une nouvelle vision du modèle de production et d'utilisation de l'énergie en Algérie".

Le monde "se dirige, à l'ave-

ni, vers un nouveau modèle de consommation d'énergie, qui opérera un changement à l'équilibre des forces et une re-composition du paysage politique au sein des Etats et au niveau régional", avait-il rappelé.

ENERGIE

M. Arkab prend part demain aux travaux de la 14^{ème} réunion ministérielle Opep+

Le ministre de l'Energie et des mines, Mohamed Arkab, prendra part, jeudi, aux travaux de la 14^{ème} Réunion ministérielle Opep-Non Opep qui se tiendra par visio-conférence, a indiqué mardi un communiqué du ministère.

Cette réunion, qui regroupe 23 pays (13 pays de l'Opep et 10 non membres de l'Organisation), sera consacrée à l'examen de la situation du marché pétrolier international et à ses perspectives d'évolution à court terme, a précisé la même source.

Elle sera précédée, demain mercredi, par la te-



nue de la 27^{ème} réunion du Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC) qui aura à évaluer, sur la base du rapport du Comité technique conjoint les

conditions présentes et à court terme du marché pétrolier, ainsi que le niveau de respect des engagements de baisse de la production des pays signa-

taires participants à la Déclaration de Coopération, pour le mois de janvier 2021, a ajouté le communiqué.

Le JMMC est composé des pays membres de l'Opep qui sont l'Algérie, l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis, l'Irak, le Koweït, la Nigeria et le Venezuela et de deux pays non membres de l'Organisation à savoir la Russie et le Kazakhstan.

L'Angola participera également aux travaux du JMMC au titre de président de la Conférence de l'Opep, a-t-on indiqué de même source.

WILAYA DE BÉNI-ABBES

Importants atouts pour développer le sud-ouest du pays

La circonscription de Béni-Abbes récemment promue au rang de wilayas à part entière, à la faveur de la décision du président de la république, conformément à la loi relative au découpage territorial du pays, dispose d'atouts importants pour le développement d'une grande partie du sud-ouest du pays.

Cette promotion va donner un nouvel élan au développement économique de cette région du sud-ouest du pays, de même qu'elle assurera davantage le rapprochement de l'administration des citoyens, ont estimé des habitants de cette région située à 240 km au sud de Bechar.

La nouvelle wilaya qui s'étend sur une superficie de 111.350 km² avec une population de 63.848 habitants, compte dix (10) communes à savoir Tabelballa Igli, Béni-Abbes, Tamtert, El Ouata, Kerzaz, Béni-Ikhlef, Timoudi, Ouled Kho-deir et Ksabi, et sera sans doute, un vecteur du développement socio-économique de ces collectivités qui disposent de grandes potentialités agricoles, minières et touristiques pouvant être des ressources créatrices de richesses et d'emplois pour les populations, soulignent les services de la wilaya de Bechar.

Considérant le secteur agricole comme le véritable moteur de la promotion et du développement socio-économique de cette région, les responsables locaux de cette nouvelle wilaya avaient procédé auparavant à la création de quinze (15) périmètres agricoles sur une superficie de 37.000 hectares afin de mettre une nouvelle offre foncière agricole au profit des investisseurs privés et publics et ce, dans la perspective de promouvoir et développer ce secteur et, de là, créer des emplois dans différentes

prestations de services liées à ce secteur.

Dans ce cadre, une surface de 105 ha de ces périmètres a été attribuée à un investisseur privé pour le développement de l'élevage bovin et la production laitière, alors que le reste de la superficie des 15 périmètres sera consacrée uniquement au développement de la céréaliculture dans cette région, selon la direction des services agricoles (DSA).

Dans cette région, élevée au rang de wilaya déléguée lors du découpage administratif de mai 2015, dispose aussi une superficie globale de 7.740 ha attribuée, dans le cadre de la mise en valeur des terres sahariennes, au profit de 2.299 bénéficiaires répartis sur plusieurs périmètres, implantés dans plusieurs communes et qui ont bénéficié de soutien et autres aides dans le cadre des différents programmes nationaux de développement et de valorisation du secteur agricole, a-t-on signalé.

Le tourisme, un autre catalyseur du développement économique

De par ses importantes ressources naturelles et touristiques, cette nouvelle wilaya à vocation touristique également, dispose en ce secteur, d'un segment très important pourvoyeur de l'emploi, qui constitue un véritable défi pour Béni-Abbes où l'on enregistre



une forte demande en postes d'emplois. Actuellement, un nombre important de familles, de jeunes et d'associations touristiques s'adonnent à l'activité commerciale et à des prestations de services touristiques au titre de la formule "Tourisme Chez l'habitant", en marge des efforts fournis par les responsables locaux et nationaux pour tenter de faire de ce secteur un autre moyen de développement économique.

Dans ce contexte, il a été procédé à la réalisation et l'équipement d'un institut national supérieur de formation professionnelle aux métiers du tourisme, qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie de développement et de promotion du tourisme dans le sud-ouest du

pays. Le secteur de l'hôtellerie a été renforcé après la rénovation complète de l'hôtel "Rym", d'une capacité de 120 chambres par la chaîne hôtelière publique El-Aurassi (filiale du groupe hôtellerie, tourisme et thermalisme), selon les responsables de cette chaîne hôtelière publique. En matière de santé, la région a aussi bénéficié d'une opération de réhabilitation de l'hôpital "Mohamed Yaacoub", dont le nombre de lits s'élève à 120, situé au chef lieu de wilaya de Béni-Abbes, et de plusieurs polycliniques à El Ouata, Timoudi et dans d'autres communes relevant de cette nouvelle wilaya, de services d'hémodialyse à Igli, et Kerzaz, ainsi que d'une douzaine de salles de soins de base à travers

différentes communes, permettant, ainsi, une couverture sanitaire des populations jugée "adéquate", par la direction de la Santé, de la population et de réforme hospitalière.

Dans un souci de renforcer l'enseignement, un lycée a été réalisé et équipé dans la localité de Ksabi, à l'extrême sud de la wilaya, une démarche accueillie favorablement par les habitants de cette localité, permettant ainsi aux jeunes filles, qui ne pouvaient pas se déplacer à Béni-Abbes et abandonnaient l'école prématurément, de poursuivre leur scolarité.

La commune de Ikhlef, a quant à elle, bénéficié de la réalisation et de l'équipement d'un lycée de 600 places pédagogiques et d'un internat de 200 lits, selon la direction de l'éducation.

La nouvelle wilaya de Béni-Abbes, située à proximité de la route nationale RN-6 reliant le sud-ouest au nord du pays, l'un des carrefours routiers les plus importants du pays, dispose aussi d'un aérodrome dont la piste d'envol s'étale sur 3.500 mètres de longueur sur une largeur de 45 mètres, permettant l'atterrissage de différents types d'aéronefs.

Cet aérodrome constituera, sans doute, l'embryon du futur aéroport de cette région, dont la promotion au rang de wilaya à part entière a été parmi les attentes de la population locale depuis de nombreuses années.

WILAYA D'EL MENEAA

Des ressources pour un développement durable

El Meneaa fraîchement promue au rang de wilaya aux prérogatives à part entière à la faveur de la décision du président de la république, conformément à la loi relative au découpage territorial du pays, dispose, avec ses trois communes Hassi Fhal, Hassi El Garaa et le chef-lieu de wilaya, de tous les atouts pour assurer la performance d'un développement durable et intégré au niveau économique, social, culturel et environnemental.

La promotion d'El Meneaa en nouvelle wilaya s'inscrit dans la stratégie nationale d'aménagement du territoire visant à l'optimisation des mécanismes de gestion territoriale et le renforcement de la gouvernance locale en concrétisant l'approche participative, a indiqué le secrétaire général (SG) de la wilaya de Ghardaia.

Les pouvoirs publics ont adopté dans leur démarche des critères basés sur l'efficacité et l'efficacité en tant que facteurs clés pour la délimitation territoriale des communes de façon à assurer un meilleur maillage des différentes composantes humaines et géographiques en prenant en considération la réduction des disparités territoriales en matière de développement et d'équipement, les réalités démographiques et l'optimisation de la proximité et de la mobilité dans l'espace de la région, a souligné M. Lahcen Lebbad.

Il s'agit également de garantir à chaque commune le minima en termes de ressources naturelles, humaines, urbanistiques et des potentialités économiques valorisables de manière à permettre aux entités territoriales de réaliser le développement escompté, a-t-il indiqué. Afin de créer une nouvelle dynamique pour cette nouvelle wilaya de plus de 71.574 habitants et qui s'étend sur une superficie de 58.495 km², les pouvoirs publics ont veillé à mettre en œuvre pour le développement et la modernisation des structures de l'Etat et pour la promotion d'un développement intégré, un programme de mise à niveau de plus de cinq (5) milliards DA.

La dynamique lancée dans la région qui réjouit de vraies atouts (infrastructures, positions géographiques, aéroport), la wilaya El Meneaa constitue l'une des régions les plus pro-

metteuses en matière d'agriculture avec 646.299 hectares de surface agricole dont 48.545 ha de surfaces agricoles utiles et irriguées, de tourisme, d'artisanat ainsi que la production d'énergie renouvelable.

El Meneaa contribue à la création de la valeur ajoutée agricole avec une production de plus de 306.348 QX de céréales, 526.055 QX de produits de maraîchage, 22.099 QX agrumes et 136.768 QX de dattes, selon les statistiques de l'année 2020 de la direction des services agricoles de Ghardaia (DSA).

Elle est même considérée comme une région créatrice de la richesse nationale et peut devenir une région d'offre exportable vers les marchés étrangers en produits agricoles grâce à l'effort d'investissement consenti en matière d'infrastructure, de mobilisation de l'eau et l'énergie électrique auquel s'ajoutent les mesures d'accompagnement menées pour attirer des investisseurs.

Dans ce sens plus de 3,5 milliards de dinars ont été consentis pour la mise à niveau et l'entretien du réseau routier d'El Meneaa (372 Km de la RN-1 et 241 Km de la RN-51). La dynamique économique dans cette région rime automatiquement avec création d'emploi et richesse. La région d'El Meneaa a connu un essor considérable dans l'amélioration du niveau de vie de la population avec un taux de recouvrement en AEP de 97%, en assainissement 89%, l'énergie électrique 98% et la pénétration de gaz naturel est de 57%.

El Meneaa constitue l'une des régions les plus prometteuses pour la production également de l'énergie renouvelable et peut s'engager en faveur d'une énergie 100% verte et de son développement, tout en œuvrant à soutenir l'économie locale, créer des opportunités d'emploi, soutenir l'éducation et la formation.

L'ex wali délégué d'El Meneaa, M. Aissa Aissat promu wali d'El Meghair, a indiqué qu'un programme de mise à niveau de la ville d'El Meneaa, de réhabilitation de son tissu urbain y compris son Souk (marché) et l'embellissement des rues et ruelles a été initié pour redonner un coup de jeunesse à cette coquette oasis ayant un avenir dans le tourisme.

Les chantiers de développement, d'amé-

nagement et d'embellissement sont visible au premier visiteur de la ville d'El Meneaa, a fait savoir M. Aissat soulignant que son ambition était de créer une nouvelle dynamique de développement intégré, équilibré et durable pour l'émergence de la région en tant que pôle d'excellence de développement durable. Pour accompagner l'attractivité de la ville d'El Meneaa, "Il s'est avéré indispensable de renforcer les infrastructures de base et les équipements de proximité", a-t-il ajouté.

Un ancien député à l'Assemblée Populaire Nationale (APN) de la wilaya Ghardaia, a estimé que "l'Algérie s'est résolument engagée sur la voie de la concrétisation du développement de proximité, le renforcement du processus de décentralisation et le traitement du déséquilibre entre régions".

Par la création de ces nouvelles wilayas, les pouvoirs publics ambitionnent de promouvoir les zones pâtissant du désenclavement et la faiblesse des infrastructures de base afin de créer un climat favorable pour l'investissement économique créateur de richesse et générateur d'emploi", a soutenu M. Bakir Kara Omar.

"Ceci dans le but d'élaborer une stratégie de développement économique et social pour ces nouvelles entités administratives à même d'assurer une bonne gouvernance et d'adapter le cadre territorial aux mutations et autres transformations démographiques et spatiales enregistrées ces dernières années", a-t-il souligné. Pour plusieurs élus locaux approchés par l'APS dans la région d'El Meneaa, ce nouveau découpage administratif a permis de combler de nombreuses lacunes bureaucratiques, de renforcer le principe de proximité et de concrétiser les fondements de la démocratie locale et de moderniser l'administration locale.

De leur côté, des citoyens de la nouvelle wilaya d'El Meneaa, estiment que leur ville "touristique" a bénéficié de la plus haute considération avec le lancement de nombreux projets "prometteurs" visant la concrétisation du développement durable et intégré tant aux niveaux économique, social, culturel et environnemental.

Les localités se sont transformées en de vé-

ritables chantiers visant à capitaliser leurs potentialités et atouts en vue d'en faire des leviers de développement économique et social et de propulser l'investissement créateur d'emploi. Pour de nombreux jeunes, la création de la nouvelle wilaya d'El Meneaa permettra la création de nouvelles opportunités de l'emploi, et elle va permettre également la relance du projet de réalisation de la nouvelle ville d'El Meneaa.

Une région en plein essor

El Meneaa connaît un essor soutenu qui en fait aujourd'hui une ville moderne, sa position géographique qui lui a conféré de tout temps le statut de "passage obligé" pour le commerce, elle dispose désormais de tous les atouts pour consolider son rôle en tant que véritable plateforme d'intégration pour asseoir les bases d'un développement. Côté agriculture, plusieurs défis ont été relevés avec l'engagement d'investisseurs et nouveaux agriculteurs dans le triangle (In Salah, Timimoune et El Meneaa) riche en potentiel hydrique et le maintien des exploitations existantes ainsi que, le développement des filières (lait, maïs, phœnicole et céréaliculture), elle dispose d'énormes potentialités de nature à favoriser le développement et transformer la région en véritable pôle agricole national.

Ces nouvelles wilayas ont impulsé une véritable dynamique économique et un nouveau modèle de l'administration moderne visant à assurer la performance du développement local et réaliser un développement harmonieux responsable et durable basé sur un équilibre entre d'une part la création des richesses et d'opportunités d'emplois au profit des jeunes notamment les diplômés de ces circonscriptions administratives du sud et l'aménagement territorial durable et la préservation de l'environnement d'autre part. Ce nouveau découpage administratif s'inscrit au cœur des grandes réformes structurelles que connaît l'Algérie en termes de promotion de la bonne gouvernance visant à répondre aux aspirations de la société et garantir un développement global durable.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - ÉNERGIE

La sécurité énergétique de l'Algérie exige la mise en place d'une stratégie nationale associant tous les secteurs (ministre)

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane a souligné, mardi à Alger, l'importance de mettre en place une stratégie nationale globale, en vue de garantir une sécurité énergétique qui repose sur le potentiel fort et renouvelable.

Lors de la présentation du "Livre blanc sur la vision stratégique nationale de la recherche et de l'innovation dans le domaine de la transition et de la sécurité énergétiques", le ministre a indiqué que l'Algérie qui "génère 98% de ses revenus des exportations des hydrocarbures et assure 99% de sa production électrique à partir du gaz naturel, doit mettre en place une stratégie globale, à même de garantir sa sécurité énergétique". Une stratégie qui repose sur le potentiel fort et renouvelable, avec la nécessité de s'adapter à la 4e révolution économique mondiale définie par le modèle tridimensionnel englobant abandon du charbon, instauration de la numérisation et décentralisation.

Pour concrétiser cette stratégie, poursuit le ministre, il faudra "engager des réformes structurelles profondes dans tous les domaines, en se basant sur une nouvelle vision du modèle de production et d'utilisation de l'énergie en Algérie".

Et de rappeler que le monde "se dirige, à l'avenir, vers un nouveau mode de consommation d'énergie, qui opérera un changement à l'équilibre des forces et une recomposition du paysage politique au sein des Etats et au niveau régional".

Selon M.

Benziane, la position de l'Algérie, "étant un pays pivot en Afrique et en Mer Méditerranée et le carrefour de trois continents, ainsi que ses grandes potentialités énergétiques sous toutes leurs formes, érige le pays en "nouvelle région d'énergie dans le monde, aux portes de l'Europe, de l'Afrique et du Moyen-Orient".

Pour faire face à ces préoccupations et se préparer à la transition énergétique "laquelle doit être progressive, en vue de passer d'un mode qui repose sur les énergies renouvelables connus pour être moins polluantes", il a été procédé à l'élaboration du livre blanc sur le développement d'une vision stratégique intersectorielle sur la transition et la sécurité énergétiques", a fait savoir le ministre.

Une vision prospective s'étalant jusqu'en 2030 et dans laquelle le ministre s'acquitte d'un rôle important, en regroupant les capacités au service des secteurs socio-économiques, a-t-il ajouté.

Le ministre a réitéré, à ce titre, l'importance de se focaliser sur la formation des compétences qualifiées en vue de leur permettre de maîtriser les technologies de pointe, en sus de l'amélioration de la gouvernance et du développement de méthodes de travail, en vue de concrétiser une production attractive et durable en la matière. Le ministre a, en outre, affirmé la disposition de son secteur à assurer la ressource humaine qualifiée, en vue de contribuer à la mise en œuvre de cette stratégie.

STARTUPS - NUMÉRISATION

La numérisation doit constituer la base du développement économique du pays (Djerad)

La numérisation doit constituer la base du développement économique du pays, notamment dans le secteur logistique où elle doit contribuer à réduire les coûts et améliorer la compétitivité des produits nationaux, a indiqué mardi à Alger le Premier ministre, Abdelaziz Djerad.

Lors d'une visite d'une exposition de startups en marge de l'inauguration de l'accélérateur de startups "Algeria Venture", le Premier ministre a souligné la nécessité de développer la numérisation notamment dans le secteur économique, relevant le retard marqué dans la numérisation du secteur logistique.

"La numérisation est indispensable pour moderniser notre économie (...) il faut travailler sur cet aspect pour permettre à nos produits d'être concurrentiels", a-t-il estimé, rappelant que l'Etat a entrepris plusieurs actions de numérisation des

administrations, notamment celles douanières et fiscales.

De plus, M. Djerad a indiqué que la numérisation doit permettre de changer les pratiques, notamment en ce qui concerne la relation entre le citoyen et le responsable, plaçant pour "une révolution" du numérique et de la modernisation de l'administration au niveau des communes et des villes à travers l'ensemble du territoire national.

Par ailleurs, le Premier ministre a noté l'intérêt de rapprocher les universités et les laboratoires de recherche avec la sphère des porteurs de projets pour développer leurs solutions innovantes.

De plus, il a jugé "déraisonnable" que la majeure partie des services et de technologies pouvant être réalisés par les capacités locales soient importés en devises.

A noter que lors de sa visite, le Premier

RELANCE DE L'ÉCONOMIE

Rationaliser les dépenses et encourager l'investissement (Président Tebboune)

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a mis l'accent, lundi soir à Alger, sur l'impératif de rationaliser les dépenses et d'encourager la production et l'investissement nationaux afin de relancer l'économie nationale et d'assurer au pays une situation financière confortable.

L'Algérie "n'est pas dans une situation d'aisance financière mais elle est toutefois en mesure d'honorer ses engagements financiers grâce à la maîtrise de ses dépenses, notamment celles des importations", a souligné le Président Tebboune lors d'une entrevue avec des responsables de médias nationaux.

"Je n'irai pas jusqu'à dire que nous sommes dans une situation d'aisance financière mais nous sommes en mesure d'honorer nos engagements financiers.

Il est vrai que nos réserves de change oscillent entre 42 à 43 Mds USD mais nous avons réduit les importations et réalisé des recettes pétrolières de 24 Mds USD, en dépit de la pandémie", a soutenu M. Tebboune.

Evoquant les craintes d'un recours du pays au Fonds monétaire international en raison du recul de ses réserves de change, il a estimé que ces craintes "s'appuient à l'ère de la rente lorsque la facture des importations s'élevait à 60 Mds USD, dont 15 milliards de surfacturation et 25 % d'importations pas du tout indispensables".

"En matière d'importation, les besoins du pays en produits alimentaires essentiels ne dépassent pas les 8 Mds USD annuellement" a-t-il fait savoir. Cependant, a-t-il poursuivi "certains n'ont pas compris que nous ne devons importer que ce dont nous avons besoins", a-t-il expliqué affirmant que c'est précisément la non rationalisation des importations qui l'a amené à demander au Premier ministre de mettre fin aux fonctions de l'ancien directeur général de Air Algérie.

Rappelant que ce dernier avait lancé un appel d'offres pour des marchandises non essentielles en dépit des instructions de rationalisations des dépenses, il a affirmé que "de tels comportements doivent cesser". A une question sur le taux d'inflation et son impact sur le pouvoir d'achat du citoyen, M. Tebboune a considéré que le taux d'inflation enregistré en Algérie "n'est pas au point de conduire à la privation".

Par ailleurs, le Président de la République a mis l'accent sur l'importance d'encourager la production nationale, saluant les réalisa-



tions du secteur de l'agriculture en dépit des répercussions induites par la pandémie de Co vid-19.

"Avec plus de 25 Mds USD, c'est la première fois depuis l'indépendance que les recettes du secteur agricole dépassent ceux des hydrocarbures", a fait observer M. Tebboune ajoutant que "nous n'avons importé ni légumes, ni fruits".

Concernant le blé, il a affirmé que l'Algérie était en mesure d'augmenter sa production en ce produit vital pour peu qu'elle développe les techniques d'irrigation et l'exploitation optimale des barrages.

Il a rappelé que le rendement moyen de la production de blé était de 18 quintaux par hectare dans le nord du pays contre 60 quintaux par hectare dans le Sud grâce aux techniques modernes d'irrigation.

Nouveau Code de l'investissement: Priorité à l'investissement national

En réponse à une question sur le projet du nouveau Code de l'investissement, le Président de la République a indiqué que la première mouture "n'a encore été présentée ni au Gouvernement ni au Conseil des ministres", soulignant que la nouvelle politique de l'investissement "repose sur la suppression de tout ce qui a trait à l'idéologie pour ne maintenir que les aspects purement économiques".

Ce projet vise à faciliter l'investissement, a-t-il ajouté, mettant en avant la suppression de la règle 49/51 relative à l'investissement étranger pour les secteurs non stratégiques,

tout en accordant la priorité à l'investissement national. "Ce qui m'intéresse c'est l'investissement des Algériens", a déclaré M. Tebboune rappelant, dans ce cadre les rencontres qu'il avait tenues avec les représentants du Patronat. S'agissant du secteur bancaire, le Chef de l'Etat a fait état de la poursuite de l'audit des banques publiques, fustigeant, l'absence de l'esprit commercial chez ces banques. "Nos banques sont de simples guichets publics sans aucun esprit commercial", a-t-il déploré ajoutant que "la banque qui ne prend pas de risques n'est pas une banque".

Pour le Président de la République, le changement des méthodes de gestion des banques ne peut être opéré du jour au lendemain.

Concernant le développement des zones d'ombre, M. Tebboune a réitéré qu'"il demeure une priorité s'inscrivant dans le cadre d'un programme économique, constitutionnel et idéologique", d'autant que les régions rurales "ont toujours été les plus affectées durant les différentes étapes historiques qu'a traversées l'Algérie".

"Pour moi, le logement rural est plus important que le logement AADL (...) car il s'agit là de justice sociale pour des zones où vivent 8,5 millions d'Algériens", a-t-il ajouté à ce propos.

Pour ce qui est du Commerce extérieur, le Président de la République a soutenu que "la priorité est aux échanges avec les pays africains en plus des autres pays".

intervient en complément de la labellisation de startups et de la création d'un fonds d'investissement dédié à ces entreprises innovantes.

L'établissement inauguré ce mardi propose aux startups, labellisées par le ministère de tutelle, un accès à un accompagnement via des experts, du coaching et des workshops ponctuels à thème.

Accueillis pendant une période allant de six mois à un an, les startups bénéficient au sein de "Algeria Venture" de plusieurs espaces spécifiques, d'open-space, d'une salle de conférence et de six "meet-rooms".

Selon M. Zerrouki, le programme des pouvoirs publics prévoit le déploiement du même type de structure au niveau des wilayas d'Oran, Tlemcen, Constantine, Sétif, Ghardaïa et Ouargla.

PÉTROLE

Le Brent s'approche des 64 dollars à Londres

Les prix du pétrole étaient proches de l'équilibre en début de séance européenne mardi, les investisseurs optant pour la prudence avant le prochain sommet des producteurs de l'Opep+, prévu jeudi.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai grignotait 0,08% à Londres par rapport à la clôture de la veille, à 63,74 dollars.

Dans le même temps, le baril américain de WTI pour avril s'appréciait de 0,16% à 60,74 dollars.

Deux jours du sommet des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de leurs alliés de l'Opep+, "des fissures apparaissent à nouveau dans la façade unie" souvent affichée par les deux poids lourds de l'entente, la Russie et l'Arabie saoudite, a observé Matt Weller, analyste.

"L'Arabie saoudite voudrait maintenir les réductions de production actuelles au moins jusqu'en



avril tandis que la Russie et ses alliés font pression pour libérer 1,5 million de barils par jour supplémentaires sur le marché", a-t-il continué, satisfait des cours actuels et afin de "répondre à la demande accrue" tirée

par les campagnes de vaccinations qui progressent à travers le monde.

Mais d'autres analystes manifestaient leurs inquiétudes quant à la demande chinoise après des données économiques jugées déce-

vantes: l'activité manufacturière en Chine a en effet connu en février son plus faible rythme de croissance en neuf mois, selon des données publiées lundi par le cabinet IHS Markit pour le groupe de médias Caixin.

Lors du premier sommet de 2021 début janvier, l'alliance des vingt-trois de l'Opep+ avait convenu après deux jours d'âpres négociations d'ouvrir petit à petit les vannes jusqu'en mars, se donnant rendez-vous à ce moment-là pour statuer sur la politique à mener à compter d'avril.

En préambule la veille, mercredi, le club de producteurs échangera par visioconférence au cours du désormais mensuel Comité de suivi de l'accord en vigueur de réduction de la production du groupe (JMMC).

OPEP+

Les niveaux d'ajustements de production pour avril et les mois suivants décidés jeudi

Les 23 pays signataires de la déclaration de coopération Opep et Non Opep (Doc) tiennent mercredi et jeudi deux importantes réunions dont celle de l'Opep+ qui déterminera les niveaux d'ajustement de production pétrolière pour avril et les mois suivants, et ce dans un contexte d'amélioration des cours de l'or noir.

Il s'agit d'abord de la 27ème réunion du Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord Opep et non-Opep (JMMC), consacrée habituellement à l'examen de la situation du marché pétrolier international et à ses perspectives d'évolution à court terme.

Composé de sept pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), dont l'Algérie et l'Arabie Saoudite, et de deux pays non membres de l'Organisation, à savoir la Russie et le Kazakhstan, ce Comité est chargé également d'évaluer sur la base du rapport du Comité technique conjoint, le niveau de respect des engagements de baisse de la production des pays participants à la Déclaration de coopération.

Lors de sa dernière réunion, ce Comité avait observé que, si les perspectives économiques et la demande de pétrole resteraient incertaines dans les mois à venir, le déploiement progressif des vaccins dans le monde est un facteur positif pour le reste de l'an-

née, stimulant l'économie mondiale et la demande de pétrole.

Il avait, dans ce cadre, appelé tous les pays participants à rester vigilants et flexibles compte tenu des conditions incertaines du marché, et de rester sur la bonne voie, qui a jusqu'à présent été récompensée.

La seconde réunion, programmée jeudi prochain, elle la 14e réunion ministérielle de l'OPEP et non-OPEP, une réunion très attendue par les acteurs du marché pétrolier, car les producteurs de l'Opep+ devront décider des niveaux de limitation de leur production pour le mois d'avril et les mois suivants, comme décidé lors de la précédente réunion ministérielle de l'Opep+. Lors de leur dernière réunion ministérielle tenue par visioconférence, en janvier dernier, les participants à la Doc avaient reconnu la nécessité de rendre progressivement les 2 mb/j sur le marché, le rythme étant déterminé en fonction des conditions du marché.

Et c'est sur cette base qu'il a été reconfirmé la décision prise lors de la 12e réunion de l'Opep+ d'augmenter la production de 0,5 mb/j à partir de janvier 2021, et d'ajuster la réduction de production de 7,7 mb/j à 7,2 mb/j.

A cela s'ajoute le rajustement volontaire supplémentaire important de l'offre effectué par l'Arabie saoudite,

qui a pris effet le 1er février 2021 pour deux mois.

A noter que les réunions de l'Opep interviennent dans un contexte de progression des cours de l'or noir, ce qui ouvre la voie à une possibilité d'augmentation de la production des pays de l'Opep+. Le prix du panier de l'OPEP, constitué de treize bruts, dont le Sahara Blend algérien s'est élevé à 64,24 dollars le baril lundi, contre 64,37 dollars vendredi dernier.

A la veille de la réunion décisive de l'Opep+, le marché pétrolier est déjà impacté par l'attente du niveau de production des principaux pays concernés pour les mois à venir.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai, a terminé la séance de lundi en baisse de 1,3% ou 73 cents à Londres par rapport à la clôture de vendredi, à 63,69 dollars, tandis que le baril américain de WTI pour avril a reculé de 1,40% ou 86 cents à 60,64 dollars.

Les efforts de l'Opep et ses alliés restent parmi les facteurs déterminants de rééquilibrage du marché pétrolier.

Depuis la réunion ministérielle d'avril 2020, l'OPEP et les pays non membres de l'Organisation ont ajusté la production de pétrole à la baisse de 2,1 milliards de barils au total, stabilisant le marché pétrolier et accélérant le processus de rééquilibrage.

FINANCES

Monnaies : l'euro entame sa troisième séance consécutive de baisse

L'euro entamait mardi une troisième séance consécutive de baisse face au dollar, les cambistes misant sur une reprise rapide aux Etats-Unis par rapport à l'Europe.

L'euro cédait 0,31% à 1,2012 dollar, et est passé sous le seuil symbolique de 1,20 dollar pour la première fois depuis trois semaines avec un plus bas à 1,1992 dollar vers 09H10 GMT.

"La combinaison du succès des vaccins, des mesures de relance budgétaire et des politiques monétaires" de la Banque centrale américaine (Fed) "promet une explosion de l'activité économique (aux Etats-Unis) au lendemain de la pandémie", commente Ricardo Evangelista, analyste.

Les cambistes estiment que la reprise pourrait atteindre un tel niveau que la Fed devra resserer sa politique monétaire, ce qui rendrait le dollar plus attractif.

"Nous atteignons des sommets de pessimisme sur les perspectives de la zone euro", prévient Kit Juckes, analyste, qui estime que l'euro pourrait reprendre sa hausse à moyen terme.

Les cambistes observent également la manière dont les banques centrales réagissent à la hausse des taux sur le marché obligataire.

"La Fed et la Banque d'Angleterre (BoE) sont restées détendues, alors que la BCE a réagi", a souligné l'analyste Ipek Ozkardeskaya.

USA

Plan de relance américain: vote au Sénat "cette semaine"

Le Sénat américain votera "cette semaine" sur le vaste plan de relance voulu par Joe Biden, a annoncé lundi le chef de la majorité démocrate Chuck Schumer, un projet de loi qui devra ensuite être adopté définitivement par la Chambre des représentants.

La Chambre, également contrôlée par les démocrates, a approuvé samedi un plan de 1.900 milliards de dollars, qui comprenait une hausse du salaire minimum horaire fédéral.

La version examinée cette semaine au Sénat n'inclura pas cette augmentation, pour une question de règles régissant les textes budgétaires.

Malgré la déception dans son camp, le président démocrate a exhorté le Congrès à adopter "rapidement" le reste de son plan.

"Si nous agissons avec détermination, rapidité et audace, nous pourrions enfin reprendre le dessus contre ce virus, nous pourrions enfin relancer notre économie", avait plaidé Joe Biden samedi.

"Le Sénat s'emparera cette semaine du plan de sauvetage américain", a annoncé Chuck Schumer, sans préciser la date.

"Je m'attends à un débat robuste et à quelques nuits tardives", a-t-il ajouté.

Après des heures de débat, le projet de loi avait été adopté samedi à la chambre basse par 219 voix, toutes démocrates, contre 212 (dont deux démocrates), les républicains dénonçant des mesures trop coûteuses et mal ciblées.

"A environ deux heures du matin samedi, les démocrates de la Chambre ont fait adopter au pas de charge les dépenses au bénéfice de leur parti qu'ils font passer pour un plan de sauvetage contre la pandémie", a dénoncé lundi le chef de la minorité républicaine Mitch McConnell.

Les démocrates disposent d'une très courte majorité à la chambre haute, avec 50 sénateurs contre 50 républicains.

En cas d'égalité, la vice-présidente Kamala Harris dispose d'une voix pour départager le vote.

Si les progressistes regrettent le retrait de la hausse du salaire minimum du projet de loi, celui-ci pourrait finalement faciliter l'adoption du plan de relance, car au moins deux démocrates centristes étaient contre.

Compte tenu de l'opposition en bloc des républicains, leur défection risquait de condamner le plan à l'échec. Après le vote du Sénat, le texte harmonisé devra repartir à la Chambre pour un vote final. Les démocrates veulent adopter le texte avant le 14 mars, lorsque le versement d'allocations chômage prolongé dans un précédent plan d'aide cessera.

JAPON

Le taux de chômage quasi stable en janvier, malgré l'état d'urgence

Le taux de chômage au Japon s'est établi à 2,9% en janvier, un mini-repli par rapport à décembre, malgré le retour du dispositif d'état d'urgence face au Covid-19 pesant notamment sur la restauration, selon des données officielles publiées mardi.

Les économistes du consensus Bloomberg s'attendaient à un taux de chômage de 3%, sur fond de l'état d'urgence réinstauré en début d'année dans plusieurs départements de l'archipel, dont ceux de Tokyo et de sa grande banlieue.

Mais ce dispositif affecte bien moins l'économie nationale que le premier état d'urgence mis en place au Japon au printemps 2020.

Sa principale mesure consiste à prier les bars et restaurants des départements concernés à fermer à 20H00.

Le chômage partiel, subventionné par l'Etat pour éviter une flambée du chômage à cause de la pandémie, a toutefois sensiblement augmenté en janvier, où il concernait 2,44 millions de personnes contre 2,02 millions le mois précé-

dent. Du fait de son important déclin démographique et de son recours limité à l'immigration, le Japon souffre d'une pénurie de main-d'oeuvre chronique dans de nombreux secteurs, ce qui est l'une des raisons de son taux de chômage extrêmement bas.

Le ratio entre l'offre et la demande d'emploi, toujours positif, est même légèrement remonté en janvier à 110/100, signifiant qu'il y avait 110 offres d'emplois pour 100 demandeurs.

Les statistiques du chômage des mois précédents,

ajustées des variations saisonnières, ont été révisées rétroactivement en légère hausse.

Le taux de chômage de décembre a ainsi été relevé à 3%, contre 2,9% initialement.

L'état d'urgence a été levé dimanche dernier dans six départements du pays, alors que le rythme des nouvelles infections au coronavirus a considérablement faibli depuis fin janvier.

Le dispositif a été maintenu à Tokyo et ses quatre départements limitrophes jusqu'à dimanche prochain.

EL TARF

Lancement de 30 opérations d'aménagement urbain

Pas moins de 30 opérations d'aménagement urbain visant à améliorer les conditions de vie de la population ont été lancées "récemment" à travers l'ensemble de la wilaya d'El Tarf, a indiqué mardi la directrice locale de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (DUAC).

"Entamées depuis le début de l'année en cours, ces opérations portent sur la réalisation de travaux d'aménagement, de raccordement aux différents réseaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement, l'éclairage public, l'aménagement des routes et la réalisation des structures nécessaires au niveau des 24 communes de cette wilaya frontalière", a précisé Djihane Derdour.

La même source a également précisé qu'un investissement public de l'ordre de 700 millions de dinars a été consacré par l'Etat en vue de la concrétisation de l'ensemble de ces opérations d'aménagement. "Près d'une dizaine d'opérations ciblant plusieurs sites ont été achevées, trois (3) sont en voie d'être lancées, alors que les opérations restantes se seront incessamment", a-t-elle indiqué.

La responsable locale de la DUAC a rappelé, dans ce contexte, les efforts déployés par l'Etat pour améliorer le quotidien des populations et leur assurer commodités et bien être, faisant état des derniers travaux de réalisation de voiries et de réseaux divers, lancés le 18 février dernier au niveau du groupement d'habitations rurales, sis à Oued Ghat, relevant de la daïra de Boutheldja pour un montant de 26 millions de dinars.

M'SILA

Approvisionnement prochain de 260 écoles primaires en gaz propane

Au total, 260 écoles primaires de M'sila seront approvisionnées prochainement en gaz propane en citernes pour le chauffage ont annoncé, mardi, les services de la wilaya.

Cette opération a nécessité la mobilisation d'un montant de plus de 150 millions de dinars, ont précisé les mêmes services, ajoutant que les 260 établissements scolaires concernés recourent jusqu'à présent au gazoil pour chauffer les salles de classe.

L'approvisionnement de ces établissements scolaire en gaz propane est pris en charge par l'entreprise nationale Naftal pour un délai de réalisation de plus de six (6) mois, et ce parallèlement à des opérations d'approvisionnement des zones d'ombre de la wilaya en gaz propane en citernes, a-t-on indiqué.

Selon les mêmes services, il s'agit de réduire par cette opération les charges de fonctionnement des établissements scolaires et de garantir la durabilité de l'approvisionnement en gaz propane.

Pour rappel, la wilaya de M'sila a lancé au cours des deux derniers mois une opération d'approvisionnement en gaz propane au profit de 275 zones d'ombre.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 3 morts et 159 blessés en 24 heures

Trois (3) personnes sont décédées et 159 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation survenus à travers le territoire national durant les dernières 24 heures, indique, mardi, un bilan de la Protection civile.

Outre les accidents de la route, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 8 personnes incommodées par le monoxyde de carbone (Co) émanant d'appareils de chauffage et de chauffe-bains de leurs domiciles dans les wilayas de Médéa (3 personnes) et Guelma (5 personnes), précise la même source.

S'agissant des activités de lutte contre la propagation de la Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 23 opérations de sensibilisation à travers 6 wilayas (23 communes), portant sur la sensibilisation des citoyens sur la nécessité du respect du confinement et de la distanciation physique, et 30 opérations de désinfection générale dans 3 wilayas (15 communes), ciblant l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

Pour ces deux opérations, 134 agents, tous grades confondus, 26 ambulances et 15 engins d'incendie ont été mobilisés, ajoute le même bilan.

ORAN

Le cadavre retrouvé est bien celui du jeune youtubeur disparu Fekri Benchenane

Les services de la protection civile de la wilaya d'Oran ont confirmé que le cadavre retrouvé au niveau d'une zone rocheuse de la crique "Capo Rosso" dans la commune de Bir El Djir est bien celui du youtubeur Fekri Benchenane disparu depuis mercredi dernier.

Le responsable de la communication de la Direction de la protection civile de la wilaya d'Oran, le capitaine Abdelkader Bellala, a souligné que le cadavre a été identifié et confirmé.

Il s'agit de Fekri Benchenane connu sur les réseaux sociaux par Fekrinou, porté disparu lors d'une sortie pour faire du sport au niveau de la forêt "El Menzah" (Canastel) mercredi dernier.

Cette disparition du jeune, âgé de 24 ans, a provoqué un élan de sympathie et de solidarité où des centaines de personnes bénévoles ont participé aux recherches. Les services de la gendarmerie nationale ont mobilisé d'importants moyens humains et matériels dont un hélicoptère, en plus d'une brigade cynotechnique.

Pour leur part, les services de la protection civile ont mobilisé l'équipe de recherche et d'intervention en terrain accidenté et la brigade cynotechnique. Les services de la



gendarmerie nationale poursuivent l'enquête sur les circonstances de cet incident, selon la responsable de la cellule de communication du groupement territorial de ce corps de sécurité, Imene Loucif.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PROTECTION CIVILE Doter le secteur de moyens matériels et humains qualifiés (ministre)

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud a affirmé, lundi à Alger, que le secteur de la protection civile s'inscrit en tant que "priorité" dans l'élaboration des politiques et stratégies des pays, ajoutant que son ministère "ne ménage" aucun effort pour le doter des moyens matériels et humains qualifiés.

Dans une allocution lue en son nom par l'inspecteur général du ministère de l'Intérieur, à l'occasion de la célébration de la journée internationale de la protection civile (1 mars), au niveau de l'unité nationale d'instruction et d'intervention à Dar El Beïda, M.

Beldjoud a souligné que le secteur de la protection civile s'inscrit désormais en tant que "priorité" dans l'élaboration des politiques et stratégies des Etats en matière de prévention et de gestion des catastrophes dans le cadre du développement durable".

Le ministère "ne ménage aucun effort pour doter ce secteur des moyens matériels et humains qualifiés, en sus de garantir les conditions idoines à ses éléments pour s'acquies pleinement de leurs missions", a-t-il indiqué.

Pour M. Beldjoud, le secteur se distingue désormais par "un haut sens de professionnalisme" dans la prise en charge des accidents et l'accompagnement des grandes manifestations, ainsi que lors des catastrophes comme les tremblements de terre, les inondations, les incendies de forêts et les accidents industriels enregistrés sur les plans national et international.

Le ministre a rappelé, dans ce sens, la participation des éléments de la pro-



tection civile, dans le cadre de la solidarité internationale, aux interventions menées lors des tremblements de terre au Mexique, au Salvador, en Turquie, en Egypte, en Iran, au Maroc, en Inde et au Népal et des incendies de forêts en France, des inondations au Soudan, et lors de l'explosion du port de Beyrouth (Liban).

"Il s'agit d'autant de sinistres et de catastrophes ayant permis aux équipes de la protection civile algérienne de perfectionner leurs compétences et de renforcer leur place parmi les autres pays", a-t-il soutenu, ajoutant que l'Algérie compte parmi les premiers pays à avoir cru en la politique de l'Organisation internationale de la protection civile (OIPC) en matière de prévention et de gestion des catastrophes dans le cadre du développement durable.

"Grâce à son sérieux et à son professionnalisme, l'Algérie qui a rejoint l'organisation en 1976, a présidé le conseil exécutif pour 10 années consécutives, avant d'être plébiscitée par la majorité des membres en tant qu'Etat membre au Conseil exécutif jusqu'en 2024", a également rappelé M. Beldjoud.

De son côté, le Directeur Général de la protection

civile, le colonel Boualem Boughlaf a fait savoir que "la protection civile fait partie des dispositifs de l'Etat qui ont un rôle primordial dans la préservation de l'économie nationale, à travers notamment ses interventions quotidiennes pour l'extinction des feux urbains et industriels, en sus de ses interventions visant à protéger les ressources forestières, les récoltes agricoles et les palmeraies contre les incendies pour préserver la sécurité alimentaire des citoyens.

Et d'ajouter que les services de la Protection civile, à travers toutes les wilayas du pays, contribuent à la préservation des différentes institutions en veillant au respect, par ces derniers, des normes de sécurité et de sûreté contre les risques d'incendies et d'explosions, souligne le même responsable. Rappelant que ses services élaborent des études sur les risques au sein des établissements et effectuent des visites de contrôle des différentes institutions dans l'objectif de s'enquérir de l'application des normes de sécurité, M. Boughlaf a fait état de l'étude, en 2020, de 366.755 dossiers et de 37.822 visites de prévention et de contrôle, outre la participation à 20.885 réunions et 1.262.595 interventions sur

le terrain".

Rappelant que les pays membres de l'OIPC ont choisi cette année de célébrer cette journée sous le slogan "Une protection civile forte pour préserver l'économie nationale", le même intervenant a fait savoir que ses services sont chargés également de l'organisation d'exercices pratiques annuels avec les différentes institutions en vue de s'enquérir de l'opérationnalité des équipes de prévention et de sécurité pour faire face aux risques entourant leurs institutions".

Il s'agit également de la programmation de campagnes de sensibilisation aux risques encourus tout au long de l'année, au profit des fonctionnaires de ces institutions en particulier et des citoyens en général.

A cette occasion, le DG de la protection civile a affirmé que l'intérêt accordé par les hautes autorités à ce secteur avait donné ses fruits sur le terrain au niveau national et international, notamment à travers l'efficacité dont il a fait montre au niveau national en matière de lutte contre la pandémie de covid-19 ou au niveau international, à travers la solidarité internationale, à la faveur de ses différentes interventions lors des catastrophes qui ont frappé certains pays.

Lors de cette célébration, qui s'est déroulée en présence du wali d'Alger, de la présidente du Croissant-Rouge algérien (CRA) et des cadres d'Etat militaires et civils, une vidéo sur les activités de la protection civile a été diffusée, outre la remise des grades, la distinction des familles des victimes de la covid-19 et la distribution des décisions d'affectation de logements AADL.

DROITS DE L'ENFANT

Les progrès réalisés risquent d'être inversés par la pandémie de Covid-19 (ONU)

Les progrès réalisés en matière des droits de l'enfant risquent d'être inversés par la pandémie de Covid-19, a mis en garde lundi l'ONU.

Chaque année le Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies consacre une journée de débat aux droits de l'enfant, axée cette année sur "les droits de l'enfant et les objectifs de développement durable".

Selon la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme, Michelle Bachelet, "les enfants sont de plus en plus exposés à la violence physique et psychologique, poussés au travail, au mariage, à l'exploitation et à la traite".

Et pour beaucoup de filles et de jeunes femmes, la menace est plus grande là où elles devraient être le plus en sécurité : dans leur propre maison".

"En 2020, le nombre d'enfants vivant dans la pauvreté a augmenté de 142 millions.

Plus d'un tiers des écoliers n'ont pas accès à l'enseignement à distance : certains risquent de ne jamais retourner à l'école, d'autres passent plus de temps que jamais devant leur écran et sont plus exposés à des conte-



nus inappropriés et aux prédateurs en ligne", a expliqué Mme Bachelet. "Par ailleurs, les interruptions de la couverture sanitaire entraînent une augmentation des taux de mortalité infantile et juvénile". Même cri d'alarme pour Henrietta Fore, Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). "La pandémie de Covid-19 a exacerbé la pau-

reté et les inégalités. Et les effets économiques d'une récession imminente et durable toucheront plus durement les enfants, a-t-elle mis en garde. "Le défi qui est ici lancé est une occasion historique de construire des systèmes plus solides qui soutiennent tous les enfants et les jeunes, où qu'ils vivent", a expliqué Mme Fore.

"Les droits des enfants doi-

vent aussi être au centre des stratégies et des plans d'intervention de chaque pays en matière de changement climatique", a poursuivi la cheffe de l'UNICEF. "Partout dans le monde, il faut donc responsabiliser les enfants en tant qu'agents de changement, créer des espaces et des mécanismes pour que les enfants et les jeunes nous aident à façonner les politiques et les programmes", a indiqué la Directrice exécutive. Mme Bachelet, a plaidé pour la réduction de l'écart entre les obligations en matière de droits de l'enfant et leur application sur le terrain. "Il faut aussi faire en sorte que chaque enfant ait le meilleur départ possible dans la vie et les moyens de développer son potentiel. En veillant à ce que les enfants les plus vulnérables soient protégés et inclus, nous pouvons briser les cycles de souffrance intergénérationnels", a déclaré la Haut-Commissaire.

EDUCATION - VIRUS

En moyenne, un tiers de l'année scolaire perdue (ONG)

Les enfants ont perdu en moyenne dans le monde 74 jours d'éducation chacun, soit près d'un tiers d'une année scolaire, à cause de la pandémie de coronavirus, avec des inégalités qui se sont creusées, indique l'ONG Save the Children mardi.

"Près d'un an après la déclaration officielle de la pandémie mondiale, des centaines de millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés", s'est alarmé dans un communiqué Inger Ashing, PDG de Save the Children, appelant à faire de leur retour en classe une priorité. Au pic de la pandémie, 91% des élèves du monde n'étaient pas scolarisés. La fermeture des écoles a creusé les écarts entre pays riches et pauvres mais

aussi au sein des pays, entre familles aisées et précaires, urbaines et rurales, enfants réfugiés ou non, handicapés ou sans handicap, souligne l'ONG. Aux Etats-Unis, au début de la pandémie de Covid-19, plus de 15 millions d'élèves de la maternelle au lycée ne disposaient pas d'une connexion internet suffisante pour suivre un enseignement à distance. Les enfants vivant en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Asie du Sud ont manqué presque trois fois plus de jours d'école que les enfants d'Europe occidentale, avec respectivement 110 jours sans éducation contre 38, indique l'organisation de défense des droits de l'enfant, qui a analysé des données de 194 pays et différentes

régions. En plus d'avoir manqué des journées d'apprentissage, les mineurs non scolarisés sont exposés à un risque plus élevé de travail des enfants, de mariage des enfants et d'autres formes de maltraitance, souligne Save the Children. A trois mois du sommet du G7 qui se tiendra en juin au Royaume-Uni, Save the Children plaide pour "les dirigeants du monde donnent la priorité au retour des enfants à l'école de la manière la plus sûre possible, en particulier les filles".

L'ONG demande aussi que gouvernements et donateurs aident le Partenariat mondial pour l'éducation à atteindre son objectif de récolter 5 milliards de dollars d'ici à 2025.

ENERGIE

Les émissions de CO2 de l'énergie ont déjà rebondi fortement (AIE)

Après un déclin historique l'an dernier en raison de la pandémie de Covid-19, les émissions de CO2 du secteur de l'énergie ont déjà fortement rebondi, met en garde l'Agence internationale de l'énergie (AIE) mardi.

"Après avoir atteint un point bas en avril, les émissions mondiales ont rebondi fortement et sont passées au-dessus de leur niveau de 2019 en décembre", souligne l'AIE.

Les émissions du secteur énergétique étaient ainsi en

décembre dernier 2% - ou 60 millions de tonnes - supérieures à leur niveau de décembre 2019.

"Le rebond des émissions de CO2 dans le monde à la fin de l'année dernière représente un sérieux avertissement sur le fait que nous n'avons pas fait assez pour accélérer la transition vers les énergies propres à travers le monde", a prévenu le directeur exécutif de l'AIE, Fatih Birol.

"Si le rebond économique attendu cette année se confirme - et en l'absence de changement politique majeur parmi les plus

grandes économies de la planète - alors les émissions mondiales vont probablement augmenter en 2021", a-t-il souligné.

Les émissions de l'énergie ont dans l'ensemble reculé de 5,8% l'an dernier, soit presque 2 milliards de tonnes de CO2, la plus forte baisse de l'histoire de l'humanité, selon les derniers chiffres de l'AIE contenus dans un rapport spécial.

L'AIE avait précédemment évoqué une baisse encore plus forte, de l'ordre de 7%.

La baisse a été causée pour

l'essentiel par une moindre utilisation du pétrole pour le transport routier et l'aviation.

"Avec la reprise des voyages et des activités économiques, la consommation de pétrole et ses émissions associées repartent à la hausse", indique l'AIE.

Le chiffre global pour 2020 masque par ailleurs une forte disparité selon les pays: les émissions de la Chine ont progressé de 0,8% en 2020 avec une reprise rapide de l'activité, tandis qu'elles baissaient de 10% aux Etats-Unis.

ETHIOPIE -

ARABIE-SAUDITE

L'Ethiopie rapatrie 345 ressortissants d'Arabie saoudite

Le ministère éthiopien des Affaires étrangères a fait savoir lundi qu'il avait rapatrié 345 de ses ressortissants depuis l'Arabie saoudite.

Sur ces 345 ressortissants rapatriés lundi après-midi, 45 étaient des mineurs, a révélé le ministère.

Les efforts pour rapatrier les ressortissants éthiopiens dispersés dans différents pays dont l'Arabie saoudite se poursuivent malgré les complications logistiques et les restrictions sur les déplacements liées à la pandémie de COVID-19.

Le gouvernement éthiopien travaille également à démanteler les réseaux de trafic d'êtres humains et à créer des opportunités économiques pour ses ressortissants à faibles revenus, selon le ministère.

JOURNÉE MONDIALE DE LA VIE SAUVAGE

Un million d'espèces végétales et animales en voie de disparition

Un rapport international a montré, mardi, que près d'un million d'espèces végétales et animales sont menacées d'extinction, à cause des activités humaines.

Le 3 mars de chaque année, le monde entier célèbre la Journée mondiale de la vie sauvage, qui a été déclarée pour la première fois lors d'une réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2013, afin de sensibiliser le public aux plantes et aux animaux sauvages.

L'édition de cette année de la Journée mondiale de la vie sauvage est célébrée sous le thème "Forêts et moyens d'existence : préserver la planète et ses habitants".

Le rapport 2019 de la de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) affirme que plus de 40% des amphibiens sont menacés d'extinction.

Plus d'un tiers des mammifères marins sont également vulnérables à l'extinction, selon la même source.

Et de signaler que 25% des vertébrés et les invertébrés vivant sur terre, dans les mers et dans les eaux douces, sont menacés d'extinction.

Le rapport a également indiqué qu'il existe près de 8 millions d'espèces animales et végétales sur Terre.

De nombreux facteurs affectent négativement la diversité biologique, notamment le changement climatique, les différentes traditions de consommation, l'évolution démographique, la pollution et la prévalence, d'après le rapport de l'IPBES.

CHINE

Séisme de magnitude 5,3 à Taiwan

Un tremblement de terre de magnitude 5,3 a secoué mardi les eaux au large du sud de Taiwan, selon le Centre du réseau sismique de Chine.

"Un séisme de magnitude 5,3 a secoué mardi à 17h23 les eaux au large du district de Pingtung, dans le sud de Taiwan", indique le Centre.

L'épicentre, situé à une profondeur de 20 km, a été localisé à 21,92 degrés de latitude nord et 121,17 degrés de longitude est, a noté le centre.

INDONÉSIE

Le volcan Sinabung crache une colonne de cendres

Le volcan indonésien Sinabung a projeté mardi matin une colonne de cendres et de fumée spectaculaire à plusieurs kilomètres d'altitude sur fond de ciel bleu.

Les volcanologues ont enregistré plus de treize projections qui ont atteint quelque 5.000 mètres de haut, au dessus de l'île de Sumatra. Les autorités indonésiennes n'ont cependant pas relevé le niveau d'alerte du volcan, déjà au troisième niveau sur une échelle de quatre, mais interdisent d'accès une zone de cinq kilomètres de rayon autour de son cratère. "Les habitants sont effrayés et beaucoup restent chez eux pour se protéger des épaisses cendres volca-

niques", a indiqué Roy Bangun, un agriculteur âgé de 41 ans.

Le nuage de fumée émis par le Sinabung est le plus important depuis 2010, a observé Muhammad Nurul Asrori, un responsable de la surveillance du volcan, mettant en garde contre des risques accrus.

"Le large dôme de lave peut éclater à tout moment en déclenchant une avalanche encore pire de nuages brûlants".

Le Sinabung, un volcan qui culmine à 2.460 mètres dans le Nord de l'île de Sumatra, est resté dormant pendant plusieurs siècles avant de se réveiller en 2010 lors d'une éruption qui a fait deux morts.

Le volcan a connu deux autres éruptions mortelles, l'une en 2014 faisant au moins 16 morts et l'autre en 2016 avec sept autres victimes. On dénombre 130 volcans actifs en Indonésie, archipel de plus de 17.000 îles et îlots. Le pays est situé sur la ceinture de feu du Pacifique, zone de forte activité sismique et d'éruptions volcaniques, où convergent trois grandes plaques tectoniques (indonésienne, australienne, eurasiennne).

Le Merapi sur l'île de Java a montré également une forte activité ces dernières semaines.

Il a encore émis des coulées de lave incandescentes lundi.

ALGÉRIE - BILAN - CORONAVIRUS 175 nouveaux cas, 143 guérisons et 4 décès

Cent soixante-quinze (175) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 143 guérisons et 4 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé mardi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.



Le total des cas confirmés de coronavirus s'élève ainsi à 113.430 dont 175 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, soit 0.4 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 2.991 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 78.377 cas, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

Par ailleurs, 23 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir Dr Djamel Fourar.

En outre, 17 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 26 wilayas n'ont enregistré aucun cas, alors que 5 autres ont enregistré 10 cas et plus.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE L'activité de fabrication et vente de médicaments réservées aux établissements pharmaceutiques

Les activités de fabrication et de commercialisation de médicaments et du matériel médical sont désormais réservées uniquement aux établissements pharmaceutiques de droit algérien soumis à l'obtention d'un agrément préalable auprès du ministre chargé de l'industrie pharmaceutique, en vertu d'un nouveau décret exécutif publié au journal officiel n 14.

Il s'agit du décret exécutif n 21-82 du 11 Rajab 1442 correspondant au 23 février 2021 relatif aux établissements pharmaceutiques et les conditions de leur agrément qui stipule que le détenteur de la décision d'enregistrement d'un médicament ou de la décision d'homologation d'un dispositif médical en Algérie doit être un établissement pharmaceutique.

Concernant les types d'établissements pharmaceutiques concernés, le présent texte a cité les établissements de fabrication, d'exploitation, d'importation, de distribution en gros et d'exportation qui doivent se constituer sous forme de société organisée selon les formes juridiques prévues par le Code du commerce et soumise à

l'agrément du ministre chargé de l'industrie pharmaceutique, souligne le décret.

L'établissement pharmaceutique est placé aussi sous la responsabilité d'un pharmacien directeur technique remplissant les conditions de qualification professionnelle et d'exercice requises, assisté au moins par un pharmacien assistant.

Outre son diplôme dans la filière de pharmacie, le directeur d'un établissement pharmaceutique doit justifier d'une inscription au conseil de déontologie des pharmaciens et des compétences techniques relatives à l'activité. Il est chargé selon les dispositions de ce texte d'assurer l'activité de fabrication de produits pharmaceutiques et/ou de dispositifs médicaux en vue de leur vente, ou de leur utilisation dans les études cliniques ou de bioéquivalence.

L'établissement de fabrication est autorisé, également, à exercer l'activité de recherche et développement.

S'agissant de l'agrément, celui-ci est délivré sur la base d'un dossier déposé par le demandeur au niveau des ser-

vices compétents du ministère chargé de l'industrie pharmaceutique dans un délai n'excédant pas trente (30) jours, à compter de la date de réception du dossier.

Les services compétents du ministère chargé de l'industrie pharmaceutique notifient la décision à l'établissement pharmaceutique demandeur de l'agrément dans un délai de huit (8) jours, à compter de la date de sa signature.

Si, dans les deux (2) ans qui suivent l'attribution de l'agrément, l'établissement pharmaceutique n'est pas entré en fonctionnement, celui-ci devient caduque, selon le décret.

Toutefois, sur justification présentée par le demandeur avant expiration du délai mentionné ci-dessus, celui-ci peut être prorogé une (1) fois, d'une année.

Ainsi, les établissements exerçant dans le secteur pharmaceutique régulièrement autorisés à la date de publication de ce décret au Journal officiel, sont tenus de se conformer aux nouvelles dispositions fixées, dans un délai n'excédant pas douze (12) mois.

MALADIES RARES "L'urgence" d'un Plan national pour un "meilleur" suivi des patients (spécialiste)

L'"urgence" d'un Plan national dédié aux Maladies rares, à même d'assurer une "meilleur" prise en charge des patients souffrant de ces pathologies aux caractéristiques handicapantes, a été soulignée par des spécialistes, relevant les "difficultés" du parcours thérapeutique des personnes atteintes.

S'exprimant à l'occasion de la Journée internationale des Maladies rares (28 février), le Pr Farid Haddoum, Chef de Service Néphrologie Transplantation au CHU Mustapha Pacha d'Alger, a déploré, dans une déclaration à l'APS, "l'absence" d'un "Plan national" dédié à la Maladie de Fabry (MF), qui permettrait, entre autres, d'obtenir des chiffres précis de cette pathologie qui attaque en premier lieu le rein.

"Seules des données fragmentaires sont rapportées par des collègues praticiens, à titre personnel et sans aucune certitude sur l'ampleur de la maladie en Algérie", explique l'enseignant à la Faculté de Médecine d'Alger qui plaide également pour l'établissement d'un Registre national pour cette pathologie orpheline, notant que "le seul travail scientifique sur la MF mené par le Pr Hind A rzour, estimait à 46 le nombre de familles algériennes identifiées et à 160 celui de patients vivants".

Et de soutenir que le nombre "réel est plus élevé" et serait de l'ordre de 1000 patients, ajoutant que "beaucoup reste à faire pour les diagnostiquer et les traiter", avant de relever la "difficulté de confirmer un diagnostic" qui peut parfois être établi au bout de 05 à 15 années de dialyse chronique.

A ce propos, il cite l'"errance diagnostique et le nomadisme médical" entourant cette affection, d'où "toute l'impor-

tance" de la formation médicale continue, insiste-t-il, avant d'indiquer qu'"à l'heure actuelle, il n'existe pas d'autres alternatives" au diagnostic génétique de la MF, les dosages enzymatiques et autres moyens "n'étant plus valables de nos jours".

Tout en appelant à "développer le séquençage" (séquences des gènes), le Pr Haddoum fait savoir que la prise en charge pluridisciplinaire des patients inclut le traitement par injection intraveineuse mensuelle de l'enzyme déficiente, en sus d'une panoplie d'autres médicaments pour la douleur, l'insuffisance cardiaque, la rééducation, la transplantation rénale, les frais d'explorations, etc.

En somme, souligne-t-il, un poids financier entre 2 et 4 millions de dinars par année et par patient atteint de formes graves tardivement diag nostiquées, sachant que "l'offre de soins optimale reste limitée et est une source d'angoisses pour les patients et de déceptions pour les médecins en charge".

Et d'expliquer que la MF est "une maladie héréditaire, secondaire à une anomalie génétique qui frappe autant l'adulte que l'enfant, et est plus sévère chez l'homme et le garçon.

Elle est dévastatrice, sournoise et touche souvent le rein, en premier lieu, sachant que les autres atteintes vont apparaître plus tardivement et sont très invalidantes".

De son côté, le Pr Nadia Mesli, Chef de service Hématologie au CHU de Tlemcen, déplore "les difficultés" rencontrées par sa corporation pour recenser les hémophiles, un travail, dit-elle, qui a été entamé en 2008 et a abouti au nombre de 3000 souffrants de cette

pathologie qui se distingue par une coagulo-pathie rare.

"Un syndrome hémorragique profond, provoqué le plus souvent par un traumatisme minime sans tendance d'arrêt spontané de saignement".

Un cout thérapeutique élevé...

Tout en faisant savoir qu'"en dehors de la thérapie génique, au coût élevé, il n'existe aucun traitement curatif de l'hémophilie, hormis des moyens pour prévenir et/ou arrêter le saignement", elle signale également les risques encourus par le phénomène du "Switch" d'un traitement à un autre: "les médicaments sont disponibles et les patients sont sous prophylaxie personnalisée, l'inconvénient réside dans l'accès veineux, surtout chez les enfants", explique-t-elle, qualifiant d'"excellente alternative thérapeutique" le recours au produit administré en sous-cutané.

L'intervenante déplore, par ailleurs, ce qu'elle considère comme étant une "absence d'adhésion de certains parents", au moment où la transmission de cette affection est "héréditaire, récessive et liée au sexe, le gène malade étant porté sur le chromosome X".

Abordant le contexte sanitaire actuel, elle souligne que la population hémophile "a les mêmes risques d'infection par la covid19 que le reste de la population générale", préconisant "le maintien du traitement prophylactique, le port de masque avec respect de la distanciation sociale, la suspension des visites non urgentes ainsi que la réduction des rendez-vous hospitaliers".

Et d'insister sur la "gestion de l'urgence à domicile et sur la téléconsultation", préconisant de "demeurer mobili-

sés pour garantir une continuité des soins durant cette période", tout en attirant l'attention sur "le renforcement de l'éducation et l'orientation des patients et de leurs parents afin de minimiser les accidents hémorragiques, l'enjeu étant d'éviter toute hospitalisation excessive".

Tout en soulignant que la maladie de Gaucher est "handicapante", le P Aboura Abdelatif, du Service d'Hématologie du CHU de Beni-Messous, considère, quant à lui, que "le diagnostic précoce et le suivi approprié du patient préviennent les complications irréversibles de la maladie". D'où, précise-t-il, l'importance de "détecter d'éventuelles complications, de rechercher l'apparition de comorbidités, d'évaluer la réponse aux traitements, de réévaluer l'abstention thérapeutique des patients non traités, etc".

Le spécialiste de la maladie de Gaucher explique que cette pathologie orpheline touche plusieurs organes, essentiellement le foie, la rate et les os, sachant que les manifestations ostéo articulaires sont "la principale cause de morbidité et d'invalidité".

L'ostéoporose représente 50% des manifestations neurologiques (syndrome parkinsonien), alors que parmi ses affections malignes sont cités les hémopathies, les cancers...etc.

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière avait répondu, depuis 2013, aux attentes des familles des malades, à travers un arrêté publié dans le Journal officiel du 9 octobre 2013 (numéro 50) lequel fixe les listes des maladies rares et des pathologies à pronostic vital ainsi que les produits pharmaceutiques destinés à leur traitement.

PANDEMIIE DE CORONAVIRUS

BILAN DANS LE MONDE

Au moins 2.539.505 morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 2.539.505 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan annoncé mardi par des sources officielles.

Plus de 114.360.550 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois.

Sur la journée de lundi, 6.800 nouveaux décès et 298.141 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 1.336 nouveaux morts, le Brésil (778) et l'Espagne (467).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 514.657 décès pour 28.664.448 cas recensés, selon le comptage



de l'université Johns Hopkins.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 255.720 morts et 10.587.001 cas, le Mexique avec 186.152 morts (2.089.281 cas), l'Inde avec 157.248 morts

(11.242.527 cas), et le Royaume-Uni avec 122.953 morts (4.182.009 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, la République tchèque est celui qui déplore le plus grand nombre de morts

par rapport à sa population, avec 193 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Belgique (191), la Slovaquie (185), le Royaume-Uni (181) et l'Italie (162).

L'Europe totalisait mardi à 11h00 GMT 856.095 décès pour 37.753.889 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 680.305 décès (21.441.424 cas), les Etats-Unis et le Canada 536.664 décès (29.532.563 cas), l'Asie 256.981 décès (16.170.542 cas), le Moyen-Orient 104.478 décès (5.524.684 cas), l'Afrique 104.031 décès (3.904.996 cas), et l'Océanie 951 décès (32.453 cas).

Depuis le début de la pandémie, le nombre de tests réalisés a fortement augmenté et les techniques de dépistage et de traçage se sont améliorées, entraînant une hausse des contaminations déclarées.

TUNISIE

21 décès supplémentaires et 392 nouvelles contaminations en 24 heures

La Tunisie a enregistré 21 décès supplémentaires et 392 nouvelles contaminations par le coronavirus sur 2378 analyses effectuées en 24 heures, a annoncé, lundi soir, le ministère de la santé dans son bulletin quotidien sur la situation épidémiologique dans le pays. Selon la même

source, le nombre de décès totalisés depuis l'apparition du virus en Tunisie jusqu'au 28 février courant s'est élevé à 8022 morts alors que le nombre de contaminations dénombrées au cours de la même période a atteint 233 mille 669 cas dont 198 mille 778 cas de guérison après le

rétablissement de 722 personnes. Le ministère de la santé a recensé le 28 février courant, 1112 hospitalisations, 272 admissions en soins intensifs et 104 placements sous respiration artificielle et ce dans des établissements de santé des secteurs public et privé.

VACCINS

L'Irak reçoit ses premiers vaccins contre le Covid-19

L'Irak a reçu lundi soir 50.000 doses de vaccins anti-Covid-19 du laboratoire chinois Sinopharm, promettant de les administrer dès mardi dans le pays qui fait face à une deuxième vague inquiétante de contaminations, rapportent mardi des médias.

"Nous allons débiter les vaccinations aujourd'hui", a assuré Seif al-Badr, porte-parole du ministère de la Santé après avoir annoncé l'arrivée des vaccins, "un cadeau au peuple irakien", selon l'ambassadeur de Chine. Alors même que l'avion se posait à Bagdad, le ministère a précisé avoir recommandé dans la foulée 2 millions

d'autres doses à Pékin. Au même moment également, il lançait une plate-forme en ligne de rendez-vous pour une vaccination "gratuite". Elle ne fonctionnait pas mardi matin, selon des correspondants de presse sur place. Depuis des mois, les autorités sont critiquées pour leur gestion du Covid en Irak, dont les frontières sont très poreuses avec l'Iran, pays le plus touché du Moyen-Orient par le Covid.

Dans le même temps, très peu d'Irakiens se plient à la distanciation sociale ou au port du masque, malgré les confinements décrétés. L'Irak devrait recevoir environ 2 millions de doses

d'AstraZeneca via le dispositif Covax destiné en particulier aux pays défavorisés. Bagdad, qui traverse la pire crise économique de son histoire, assure avoir en outre déjà commandé 1,5 million de doses à Pfizer grâce à un prêt contracté auprès de la Banque mondiale. Un récent sondage de la Banque mondiale indiquait que seuls 39% des 10.000 Irakiens interrogés disaient vouloir se faire vacciner. Quant aux personnels soignants interrogés, ils n'étaient que 42% à vouloir le faire. A ce jour, le pays recense officiellement 699.088 contaminations, dont 13.428 décès liés au nouveau coronavirus (Covid-19).

USA

Le CDC américain met en garde contre le risque de perdre les progrès réalisés en cas d'assouplissement des mesures sanitaires

La directrice du Centre de contrôle et de prévention des maladies des Etats-Unis (CDC), Rochelle Walensky, a mis en garde lundi que ce pays risquait de voir s'évanouir les progrès réalisés récemment dans sa lutte contre le COVID-19 si les différents Etats annulent ou assouplissent leurs mesures sanitaires de protection.

"Je suis réellement préoccupé par les informations suggérant que davantage d'Etats assouplissent les mêmes mesures de santé publique que nous avons recommandé d'adopter pour protéger les gens contre le COVID-19", a-t-elle dit.

"A ce niveau de contamination et avec la propagation des variants, nous risquons de perdre complètement les avancées que nous avons si difficilement acquises", a-t-elle dit. Après des semaines de recul des nombres

de cas, les chiffres de nouvelles infections repartent à la hausse, affichant une progression de +2% environ au cours de la semaine écoulée par rapport à la semaine précédente, selon Mme Walensky.

De même, les chiffres moyens de décès sur les sept derniers jours sont également en progression de +2%, à près de 2.000 décès par jour. La responsable a appelé la population à continuer de porter des masques bien adaptés et à respecter les autres mesures de prévention de santé publique.

"Il est vraiment essentiel que nous restions vigilants et que nous prenions de manière constante toutes les mesures dont nous savons qu'elles fonctionnent pour enrayer la propagation du COVID-19 tandis que nous progressons vers une vaccination de masse", a-t-elle dit.

Les Etats-Unis ont recensé plus de 28,6 millions de cas du COVID-19, et plus de 513.900 décès liés à cette maladie à la

date de ce lundi après-midi, selon un décompte en temps réel tenu par l'université Johns Hopkins.

VIRUS - AGRESSION

Plus de 400 actes de violences contre les soignants en 2020 (rapport)

Insultes, coups, arrestations: le personnel de santé en première ligne face au coronavirus a subi plus de 400 actes de violence liés au Covid-19 dans le monde en 2020, selon un rapport publié mardi par une ONG de défense des soignants.

La Coalition pour la sauvegarde de la santé lors des conflits (CSSS) et présente une carte répertoriant 1.172 actes de violence et attaques contre des personnes ou des infrastructures de santé l'année dernière, "une estimation minimale" selon l'organisation, dont plus d'un tiers -- 412 -- concernent directement le Covid-19. Au Mexique,

une infirmière a ainsi été attaquée et blessée par un groupe qui l'accusait de propager le virus. A Dakar (Sénégal), trois travailleurs sociaux ont été blessés à coups de pierres par des habitants qui refusaient qu'une victime du coronavirus soit enterrée près de chez eux. A Birmingham (Grande-Bretagne), une soignante a été la cible de crachats et d'insultes de la part d'un de ses voisins. L'immense majorité (80%) des auteurs de violences sont des civils mais la menace émane aussi parfois des pouvoirs publics. En Egypte, des soignants ayant critiqué la gestion de la pandémie par le régime ont été arrêtés par les ser-

USA - VACCINS

Novavax espère déposer une demande d'autorisation pour son vaccin au 2^e trimestre 2021

L'entreprise de biotechnologie américaine Novavax a déclaré lundi espérer déposer une demande d'autorisation pour son vaccin contre le Covid-19 au Royaume-Uni au début du deuxième trimestre 2021, et pouvoir faire de même peu après aux Etats-Unis.

Elle n'a toutefois pas d'assurance que les autorités américaines acceptent d'étudier cette demande, qui ne sera pour le moment fondée que sur les résultats d'essais cliniques de phase 3 menés au Royaume-Uni, alors que d'autres similaires se poursuivent encore aux Etats-Unis.

Les données devraient être soumises au régulateur sanitaire britannique (MHRA) "d'ici le début du deuxième trimestre 2021", a fait savoir Novavax dans un communiqué, à l'occasion de la publication de ses résultats trimestriels.

Un "dialogue" est par ailleurs engagé avec l'Agence américaine des médicaments (FDA), "avec une demande potentielle pour une autorisation d'utilisation en urgence au deuxième trimestre 2021", poursuit le communiqué.

"Notre espoir et notre attente est que la FDA accepte de considérer les données britanniques", a déclaré sur CNBC le PDG de Novavax, Stanley Erck, en reconnaissant n'avoir aucune "assurance" qu'elle le fasse.

Pour le vaccin d'AstraZeneca, les autorités sanitaires américaines attendent les résultats d'essais aux Etats-Unis, même si ce remède est déjà autorisé en Europe. "Nous avons des données différencées de celles d'AstraZeneca", a toutefois argumenté Stanley Erck.

Si la FDA refuse d'étudier les données britanniques de Novavax, la procédure sera repoussée le temps que les résultats de ses essais menés aux Etats-Unis et au Mexique, pour lesquels 30.000 volontaires ont été vaccinés, soient connus.

Ce qui sera le cas a priori "au deuxième trimestre 2021", en fonction de la virulence de l'épidémie de Covid-19 dans ces pays, selon le communiqué de Novavax. Les essais cliniques conduits au Royaume-Uni ont impliqué 15.000 personnes, et ont démontré une efficacité de 89,3% pour ce vaccin, avait annoncé l'entreprise fin janvier.

Dans le détail, le vaccin de Novavax y était efficace à 95,6% contre la souche initiale du Covid-19, et de 85,6% contre le variant britannique.

Le gouvernement britannique a sécurisé une commande de 60 millions de doses du vaccin de Novavax.

VARICES VERS LA FIN DE LA CHIRURGIE

Des jambes sans varices sur la plage, un rêve loin d'être impossible! Les traitements actuels sont moins lourds et plus confortables. Ils s'effectuent en passant à travers les veines malades et permettent souvent d'éviter la chirurgie.

SI L'A DES ANTÉCÉDENTS, UN BILAN EST NÉCESSAIRE

La varice est une veine dilatée, d'où son caractère inesthétique quand elle est juste sous la peau. Mais certaines varices ne se voient pas, en cas de surpoids notamment.

La maladie variqueuse est avant tout une maladie familiale. Le risque de développer des varices est de 90 % si ses deux parents sont atteints, de 62 % chez une fille dont un seul parent est atteint (25% pour un garçon) et de 20% en l'absence d'antécédent familial (Source : "Rôle du facteur familial dans la maladie variqueuse", étude dirigée par André Cornu-Théard et al.) «Les varices ne sont pas seulement des veines inesthétiques», explique le Dr Jean-Luc Gillet, président de la Société française de phlébologie (SFF), phlébologue à Bourgoin-Jallieux (Isère). Ces veines malades sont la manifestation d'une vraie maladie, la maladie variqueuse. Si on ne la prend pas en charge, elle évolue et peut menacer la santé.

Principal risque, la formation de caillot, qui peut se compliquer de phlébite profonde et parfois d'embolie pulmonaire. Les varices peuvent aussi être à l'origine de troubles cutanés : eczéma, pigmentation, ulcère variqueux... Des complications qu'on ne devrait plus voir avec les traitements actuels.

Les varices peuvent être à l'origine de sensations de jambes lourdes, de la formation d'œdèmes en fin de journée, mais pas toujours. Il arrive aussi qu'elles ne s'accompagnent d'aucun symptôme particulier ! « La gêne comme la douleur sont un signe d'appel, surtout s'il existe des antécédents de varices dans la famille, mais pas seulement », précise le Dr Gillet. Le seul fait d'avoir des varices, que l'on soit une femme ou un homme, devrait conduire à consulter. »

La consultation d'un médecin vasculaire phlébologue permet de réaliser un bilan complet à la recherche d'une anomalie. Grâce à l'écho-doppler (examen faisant appel aux ultrasons) réalisé en complément de l'examen clinique, il pourra établir une cartographie précise du réseau veineux superficiel et profond, et proposer un traitement adapté si besoin.



UN CHOIX DE TRAITEMENT SUR-MESURE

Plus les varices seront prises en charge de façon précoce, plus le traitement sera facile, rapide et pratiqué au cabinet. « Grâce aux méthodes endoveineuses, chimiques ou thermiques, qui détruisent la paroi interne de la varice et provoquent sa rétraction ou sa disparition, nous disposons maintenant de techniques qui permettent un réel traitement à la carte », précise le Dr Gillet. Le choix dépend de l'importance et de l'étendue des varices à traiter. »

La méthode chimique, sclérothérapie à la mousse. La sclérothérapie est le traitement de choix pour les varices de petit ou moyen calibre (jusqu'à 6 ou 7 mm en moyenne). On injecte un produit sclérosant, liquide ou le plus

souvent sous forme de mousse. Elle s'effectue au cabinet du médecin, en une ou plusieurs séances selon le nombre et l'étendue des varices à traiter en commençant par les plus grosses. La reprise des activités habituelles est immédiate.

Les méthodes thermiques, laser ou radiofréquence. Elles utilisent la chaleur et s'adressent aux varices les plus grosses (supérieures à 8 mm). Réalisées en ambulatoire (on rentre chez soi le soir), elles sont un peu plus lourdes et nécessitent un environnement chirurgical, en clinique ou en milieu hospitalier. Elles sont pratiquées sous anesthésie contrairement aux méthodes chimiques.

La reprise du travail est possible dès le lendemain, voire deux jours plus tard. Elles ne sont pas remboursées par la Sécurité sociale,

même si la radiofréquence est reconnue comme une alternative à la chirurgie par la Haute Autorité de santé. D'où un recours en cas de recours trop fréquent à la chirurgie alors que ces méthodes endoveineuses sont supérieures en qualité de vie et de confort pour les patientes. Et sont surtout moins invasives, y compris pour les interventions sur les veines saphènes que ce soit la grande saphène, celle qui longe toute la jambe depuis la cheville jusqu'à l'aîne, ou la petite, celle qui s'arrête derrière le genou.

LE STRIPPING EST DE MOINS EN MOINS UTILISÉ

Le traitement chirurgical (stripping) consiste à « arracher » les veines saphènes. Il peut être pratiqué en ambulatoire (avec sortie le jour de l'intervention), mais les patients restent la plupart du temps hospitalisés une nuit ou deux. Un arrêt de travail de 2 à 3 semaines est assez fréquent. Le port d'une contention veineuse dans les semaines qui suivent est plus souvent recommandé. Quant à l'exposition au soleil, elle est fortement déconseillée, au moins jusqu'à la disparition des hématomes ! « Avec l'écho-doppler, nous nous sommes rendu compte que la chirurgie stimulait au niveau des incisions la formation de veinules pouvant être à l'origine de nouvelles varices. Il faut donc privilégier les traitements les moins agressifs possibles », précise le phlébologue.

PETITES VEINES INESTHÉTIQUES : ON LES TRAITE EN DÉTENTE

Les varicosités, c'est un peu comme l'arbre qui cache la forêt, elles ne sont pas toujours isolées. Elles peuvent alors être associées à une maladie variqueuse sous-jacente. Pour qu'elles ne récidivent pas, il faut d'abord traiter les varices. Une fois supprimées, ces veines dilatasées pourraient être traitées par microscroscopie au cabinet. Ce qui nécessitera, selon leur étendue, un ou plusieurs séances espacées de 3 semaines en moyenne. Différence notable avec la sclérothérapie des varices, les microscroscopies ne sont pas remboursées par la Sécurité sociale.

LES PERSONNES GRANDES PLUS EXPOSÉES AUX VARICES

Une étude de l'Université de Stanford au Royaume-Uni suggère une association entre la taille et le développement des varices sur les jambes. Plus on est grand, plus on est exposé aux varices? Des chercheurs britanniques de l'université de Stanford affirment que la grande taille représente un facteur de risque de développement des varices.

« Nous avons non seulement trouvé une association entre la taille et les varices, mais les études génétiques que nous avons menées [montrent] un

lien de causalité », observe sur CNN le Dr Nicholas Leeper, professeur agrégé de chirurgie et de médecine cardiovasculaire, qui a dirigé l'étude parue dans la revue Circulation. « Cela suggère que les gènes et les voies qui conduisent la taille humaine sont également susceptibles de causer des varices. »

En se basant sur les données génétiques de 502 610 personnes âgées de 40 à 69 ans dont 9 577 avaient une maladie veineuse, les chercheurs ont identifié 30 régions génétiques associées aux varices. Il est ensuite exam-

iné les facteurs de risque en utilisant un modèle d'intelligence artificielle.

Les facteurs de risque déjà établis ont été mis en évidence tels que l'âge, l'hérédité, le surpoids, la grossesse, tabagisme, l'hormonothérapie. Les antécédents de thrombose veineuse profonde ou encore la chirurgie des jambes. Plus étonnant, les chercheurs ont observé une corrélation inattendue entre la taille et l'apparition de varices : les personnes de grande taille étaient plus à risque de varices. Leur constat a été confirmé au

moyen d'une technique statistique appelée randomisation mendélienne. « Une poignée d'études menées il y a 20 ou 30 ans avait laissé entrevoir un lien », a expliqué le Dr Leeper cité par CNN. « Nous ne comprenons pas [cette relation]. Peut-être que des personnes plus grandes sont touchées par la gravité ou qu'il pourrait y avoir quelque chose dans la paroi des vaisseaux sanguins. »

Les varices correspondent à une dilatation anormale et permanente d'une veine. Cette déformation anormale et

tortueuse se manifeste sur les membres inférieurs. Les varices sont souvent les symptômes d'une insuffisance veineuse chronique, rappelle le site amel.fr. Les varices sont généralement bénignes. Dans certains cas elles peuvent entraîner des problèmes de santé plus graves, comme des plaies, des ulcères et des caillots sanguins, la complication la plus grave étant la thrombose veineuse profonde (TVP), la formation d'un caillot sanguin dans une ou plusieurs des veines profondes.

NIGERIA L'ONU "alarmée" face à la montée des violences dans le nord- ouest du Nigeria

L'ONU s'est alarmée mardi de la montée des violences dans le nord-ouest du Nigeria, où opèrent des groupes armés, qui poussent la population à fuir dans la région frontalière de Maradi au Niger, où l'insécurité s'accroît aussi.

"Par crainte des groupes armés et des affrontements communautaires, plus de 7.660 réfugiés ont déjà fui le Nigeria vers Maradi cette année et 3.500 Nigériens sont également déplacés à l'intérieur de leur pays", a déclaré un porte-parole de l'agence de l'ONU pour les réfugiés (HCR), Boris Cheshirkov.

"La plupart sont des femmes et des enfants, qui ont été déplacés à la suite des récentes attaques dans l'Etat de Sokoto au Nigeria", a-t-il ajouté.

Selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés, la région de Maradi, dans le sud du Niger, accueille désormais près de 100.000 personnes déplacées, dont 77.000 réfugiés nigériens, qui ont fui les attaques incessantes dans les Etats de Katsina, Sokoto et Zamfara, tous situés dans le nord-ouest du Nigeria.

Le HCR remercie la générosité du Niger qui continue d'accorder l'accès aux réfugiés, mais s'inquiète du "pic de violence meurtrière (...) dans la ville de Maradi, avec davantage de victimes et d'incidents graves signalés en janvier et février 2021 par rapport au second semestre 2020".

"Les réfugiés décrivent des meurtres effroyables, des enlèvements contre rançon et des villages pillés.

Beaucoup ont également été pris au piège dans des affrontements entre agriculteurs et éleveurs ainsi que dans des actes d'autodéfense, alors que des groupes d'autodéfense ont été créés dans la plupart des villages", a expliqué le porte-parole.

Les personnes qui fuient ont d'urgence besoin d'eau, de nourriture, d'abris et de services de santé.

La plupart sont partis en hâte les mains vides pour sauver leur vie.

Le HCR, en collaboration avec les autorités nigériennes, œuvre pour transférer les réfugiés vers des lieux plus sûrs, loin de la frontière et dans des localités où une assistance et des services essentiels sont déjà disponibles.

Depuis octobre 2019, quelque 11.320 réfugiés ont ainsi déjà été relocalisés dans d'autres villages.

Les groupes armés présents dans les régions du Sahel et du lac Tchad alimentent, selon l'ONU, une des crises de déplacement la plus rapide au monde. A ce jour, plus de 3,2 millions de personnes ont fui les violences dans la région du bassin du lac Tchad.

APS

SAHARA OCCIDENTAL Accord de libre-échange UE/Maroc : la CJUE ouvre sa première audience sur le recours du Front Polisario

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a ouvert, mardi, sa première audience sur le recours en annulation de l'accord portant extension des Accords d'association et de libre-échange UE/Maroc au territoire du Sahara occidental, introduit par le Front Polisario, le 27 avril 2019.

Les travaux de la première audience dans l'affaire enregistrée sous le n (T-279/19) ont débuté mardi matin au siège de la CJUE, principalement liés au recours introduit par le Front Polisario contre l'accord agricole conclu entre l'Union européenne et le Maroc qui comprend illégalement les territoires occupés du Sahara Occidental.

Selon ce qu'indiquait la porte-parole à l'ouverture de l'audience, le premier dossier présenté à la discussion par le comité de la Cour concerne les deux parties, le Front Polisario et le Conseil de l'Union européenne.

Après l'ouverture de la session, l'avocat du Front Polisario, Gilles Devers, a insisté sur le statut juridique du territoire sahraoui conformément aux résolutions des Nations Unies, qui ont conclu que le Maroc n'a pas de souveraineté qui lui permet de disposer des territoires sahraouis classés non-autonomes et d'accorder une autorisation ou de signer des accords de partenariat qui incluent illégalement les eaux du Sahara occidental, son espace aérien ou ses territoires.

M. Devers a souligné que les Nations Unies ont exigé dans toutes ses résolutions de respecter le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, notant que la signature de l'Accord sur l'agriculture ou d'au-

tres accords par l'Union européenne avec le Maroc viole directement ce droit.

L'avocat en charge du dossier, a parlé également d'autres répercussions, notamment, celles qui encouragent le Maroc à violer le droit international humanitaire, la détention politique, la torture, la prolongation de la souffrance des réfugiés sahraouis et d'autres violations commises par la puissance occupante au Sahara occidental.

Le recours n (T-279/19) a été formulé en avril 2019 par le Front Polisario contre la décision du Conseil de l'UE d'inclure, dans l'accord de libre-échange avec le Maroc, les territoires occupés du Sahara occidental, en violation flagrante et en contradiction avec le droit international et européen.

Le Front Polisario, seul représentant légitime du peuple du Sahara occidental, avait introduit un recours en annulation de l'accord de libre-échange et l'accord de pêche signé le 28 janvier 2019 en ignorant les décisions de la CJUE, notamment de 2016 et 2018, et en violation du droit international.

Dans trois arrêts différents, la CJUE avait clairement souligné que le Maroc et le Sahara occidental sont deux territoires distincts et tout accord des pays de l'UE concernant le Sahara occidental devra être conclu



avec le Front Polisario. Le 21 décembre 2016, la CJUE a jugé que le Maroc et le Sahara occidental étaient deux territoires distincts et séparés, et qu'il ne pouvait y avoir d'activité économique sur le territoire qu'avec le consentement du peuple du Sahara occidental.

Ces principes ont été confirmés par deux arrêts de 2018, pour la pêche et pour l'espace aérien.

En dépit de ces arrêts de justice, le Parlement européen a adopté en janvier 2019 un texte étendant au territoire occupé les tarifs douaniers préférentiels octroyés par un accord signé en 2013 entre l'UE et le Maroc.

Le recours du Front Polisario, a pour objectif, en effet, de stopper le "pillage des ressources naturelles" du territoire

occupé, "principalement l'agriculture d'exportation, le phosphate, la pêche et le tourisme", comme l'a expliqué à l'avocat du Front Polisario Gilles Devers.

Selon lui, les "facilités d'accès au marché européen" contribuent au "maintien de la colonisation" marocaine.

Le but, à terme, pour le Front Polisario est aussi de faire partir les entreprises européennes installées illégalement au Sahara occidental.

Une autre audience est prévue mercredi devant la CJUE qui, "devrait rendre son délibéré fin juin ou début juillet, selon le Front Polisario.

La programmation de ces audiences est "un pas important", pour le représentant du Front Polisario en Europe et auprès de l'UE, Oubi Bouchraya Bachir.

AFRIQUE DE L'EST Le PAM et le HCR sollicitent des fonds pour plus de 3 millions de réfugiés

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont lancé mardi un appel de 266 millions de dollars pour pouvoir mettre fin à la réduction des rations alimentaires de plus de 3 millions de réfugiés en Afrique de l'Est.

Le HCR rapporte sur son site que le manque de financement a entraîné des réductions allant parfois jusqu'à 60% de ces rations.

Les deux organisations attirent l'attention sur les dangers croissants, notamment l'augmentation de la malnutrition et de l'anémie, le retard de croissance des enfants et une multitude de risques en matière de protection.

"La pandémie (Covid-19) a été désastreuse pour tout le monde, mais davantage encore pour les réfugiés", a indiqué Clémentine Nkweta-Salami, Directrice du Bureau régional du HCR pour l'Est, la

Corne de l'Afrique et les Grands Lacs. "A moins que des fonds supplémentaires ne soient mis à disposition, des milliers de réfugiés, y compris des enfants, manqueront de nourriture", a-t-elle averti.

"Les préoccupations en matière de protection sont de plus en plus nombreuses. La réduction des rations alimentaires ou de l'assistance en espèces se traduit par l'adoption par les personnes touchées de stratégies négatives pour répondre à leurs besoins alimentaires de base - comme par exemple le fait de sauter des repas ou de diminuer la quantité de nourriture consommée, de contracter des prêts à taux d'intérêt élevé, de vendre des biens, ou de faire travailler les enfants. Il y a souvent un sentiment de désespoir et d'absence d'alternative", a-t-elle expliqué.

"Nous devons dès maintenant répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels des réfugiés dans la région", a affirmé

Michael Dunford, Directeur régional du PAM pour l'Afrique de l'Est.

La priorité immédiate, pour lui, est "de rétablir un niveau d'assistance au moins minimal pour les réfugiés, dont beaucoup ont perdu la source de revenus que constituaient les transferts de fonds venant de leurs proches en raison de l'impact mondial de la pandémie de Covid-19".

Dans les 11 pays couverts par le Bureau du HCR pour l'Afrique de l'Est, la Corne de l'Afrique et les Grands Lacs, 72% des 4,7 millions de réfugiés sont confrontés à des réductions alimentaires, en plus du manque de financement déjà existant pour l'assistance et le soutien non alimentaire fournis par le HCR. Le manque de financement a contraint le PAM à réduire son aide mensuelle aux réfugiés de 60% au Rwanda, de 40% en Ouganda et au Kenya, de 30% au Soudan du Sud, de 23% à Djibouti et de 16% en Ethiopie.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 19 morts dans des affrontements entre armée et miliciens dans l'est

Dix-neuf personnes ont été tuées dans des combats qui ont opposé le week-end dernier les Forces congolaises aux miliciens de la Force patriotique et intégrationniste du Congo (FPIC) dans l'est, a annoncé l'armée

congolaise lundi. Ces affrontements se sont déroulés dans quatre localités de la chefferie de Babelebe dans le territoire d'Irumu (est). Il s'agit des villages Kunda, Mwanga, Babunya et Magalabo, précise le porte-parole

des FARDC en Ituri, le lieutenant Jules Ngongo, cité par le radio de l'ONU en RDC, Radio Okapi. Des tirs nourris d'armes ont été entendus presque toute la journée de samedi et de dimanche dans la périphérie des zones de

combats dans la chefferie Babelebe à une vingtaine de kilomètres de la ville de Bunia, rapporte le même média précisant que ces affrontements se sont soldés par la mort de trois militaires et de 16 miliciens.

PALESTINE OCCUPÉE

Washington appelle l'entité sioniste à s'«abstenir de toute mesure unilatérale»

Le porte-parole du département d'Etat américain Ned Price a appelé lundi l'entité sioniste à s'«abstenir de toute mesure unilatérale» qui augmenterait la tension dans les territoires palestiniens occupés, a rapporté mardi l'agence de presse WAFA.

Ned Price a souligné également que Washington «refuse les projets de construction de nouvelles colonies en Cisjordanie» occupée, selon WAFA.

Par ailleurs, le porte-parole n'a pas précisé, si la nouvelle administration américaine a l'intention d'annuler la décision de l'ancien président Donald Trump, de ne plus considérer les colonies comme contraignantes au droit international, pourtant jugées illégales par l'ONU et la communauté internationale.



ARABIE SAOUDITE

5 civils blessés par un projectile lancé par les Houthis sur Jizan

L'Arabie saoudite a annoncé mardi, la blessure de 5 civils à la suite de la chute d'un projectile lancé par le mouvement Ansarulah dits "houthis" sur la région de Jizan dans le sud-ouest du pays.

La déclaration a été faite par le porte-parole de la direction de la défense civile de la région de Jizan, Mohamed Al-Ghamdi, relayé par l'agence de presse saoudienne.

Al-Ghamdi a rapporté qu'un projectile a été tiré par "la milice" houthi,

en direction de l'un des villages frontaliers de la région de Jizan. Il a expliqué que "le projectile a atterri dans une rue, ce qui a fait des blessés parmi les civils, dont 3 Saoudiens et deux autres de nationalité yéménite".

Selon lui, les victimes ont été transférées à l'hôpital pour recevoir des soins nécessaires.

"Deux maisons, une épicerie et 3 véhicules civils ont été endommagés par les éclats du projectile", a-t-il souligné sans donner de plus amples dé-

tails. Les Houthis lancent de manière récurrente des missiles balistiques, des projectiles et des drones, en direction des régions saoudiennes, dont certains provoquent des pertes humaines et matérielles. Le groupe houthi affirme que ces attaques surviennent en riposte aux raids continus menés par la Coalition sur différentes régions du Yémen. L'Arabie Saoudite est, depuis 2015, à la tête de la Coalition arabe qui mène toutes les opérations militaires au Yémen.

TURQUIE

Erdogan veut une nouvelle constitution civile inclusive



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a dit souhaiter l'élaboration d'une constitution civile avec la contribution de toutes les franges de la nation, rapporte mardi la presse locale.

"(...) Avec notre allié (MHP), nous sommes déterminés à préparer le texte de la nouvelle constitution civile", a souligné le président turc qui s'est exprimé, lundi, à l'issue de la réunion du cabinet présidentiel, rappelant que la Turquie mérite une constitution civile.

"Malheureusement, à ce jour, nous n'avons pas été en mesure de réaliser notre rêve d'une nouvelle constitution civile digne de notre nation. Espérons que cette fois nous y parviendrons, nous avons déjà commencé à nous préparer", a-t-il dit espérer.

Erdogan a assuré qu'en ouvrant la question d'une nouvelle constitution civile à la discussion, l'objectif est d'attirer la contribution de tous. "Nous invitons en particulier tous les partis politiques et tous ceux qui ont quelque chose à dire, à participer de manière constructive au processus de préparation d'une nouvelle constitution civile", a-t-il souligné.

YÉMEN

L'ONU récolte moins de la moitié de l'aide espérée

Le résultat de la conférence virtuelle des donateurs, co-organisée par la Suède et la Suisse pour essayer d'empêcher la famine au Yémen, était "décevant" selon les Nations unies qui ont imploré sans succès les donateurs internationaux. "Les promesses de dons annoncées s'élèvent au total à environ 1,7 milliard de dollars. C'est moins que ce que nous avons reçu pour le plan de réponse humanitaire en 2020.

Et un milliard de dollars de moins que ce qui avait été promis lors de la conférence que nous avons tenue en 2019", a regretté le SG de l'ONU, Antonio Guterres, dans une déclaration à la presse à l'issue de la conférence. "Des millions d'enfants, de femmes et d'hommes yéménites ont désespérément besoin d'aide pour vivre. Couper l'aide est une condamnation à mort", a-t-il ajouté. M. Guterres a remercié

ceux qui se sont généreusement engagés et a demandé aux autres "de réfléchir à nouveau à ce qu'ils peuvent faire pour éviter la pire famine que le monde ait connue depuis des décennies. L'ONU continuera d'être solidaire du peuple affamé du Yémen", a-t-il ajouté. L'ONU estime avoir besoin de 3,85 milliards de dollars cette année pour venir en aide à plus de 16 millions de Yéménites qui en ont désespérément besoin.

Plus de 16 millions de Yéménites confrontés à la faim

Selon les derniers chiffres de l'ONU, plus de 16 millions de Yéménites, soit environ la moitié de la population de 29 millions d'habitants, risquent d'être confrontés à la faim cette année. Près de 50 000 d'entre eux "meurent déjà de faim dans des conditions proches de la famine" et 400 000 enfants de moins de 5 ans pourraient mourir de malnutrition aiguë "sans traitement d'urgence". En septembre 2020, l'ONU a révélé que l'aide essentielle avait été supprimée dans 300 centres de santé du Yémen en raison du manque de financement, et que plus d'un tiers de ses principaux programmes humanitaires avaient été réduits ou interrompus. Plusieurs organisations humanitaires ont exprimé leur frustration à l'issue de la conférence de lundi. "Le Yémen a désespérément besoin d'une augmentation et non d'une réduction de l'aide", a déclaré dans un communiqué Muhsin Siddiquey, directeur d'Oxfam pour le Yémen.

par le Yémen sous les auspices des Nations Unies et soutenu par la communauté internationale". Le chef de l'ONU a exhorté toutes les parties prenantes à travailler avec son Envoyé spécial, Martin Griffiths, pour parvenir à un règlement pacifique du conflit. Alors que la situation humanitaire au Yémen est dramatique, le financement humanitaire a chuté l'an dernier, a noté M. Guterres. La communauté humanitaire a reçu la moitié de ce dont elle avait besoin, alors que, dans le même temps, la monnaie yéménite s'est effondrée et les envois de fonds des Yéménites à l'étranger se sont taris sur fonds de pandémie de Covid-19. Face au manque d'argent, les organisations humanitaires ont réduit ou même fermé leurs programmes. Le Secrétaire général a rappelé qu'en 2018, grâce à la générosité des donateurs, les agences humanitaires ont contribué à prévenir la famine qui menaçait alors le Yémen. "Aujourd'hui, réduire l'aide est une condamnation à mort pour des familles entières. Ce n'est pas le moment de se désengager du Yémen", a-t-il dit. Il a indiqué que "la famille des Nations Unies et nos partenaires à travers le Yémen sont prêts à intensifier les opérations d'aide". L'aide que vous promettez aujourd'hui n'empêchera pas seulement la propagation de la famine et sauvera des vies. Elle contribuera à créer les conditions d'une paix durable", a-t-il conclu.

NUCLÉAIRE IRANIEN

Nouvelle mise en garde de Téhéran aux membres de l'AIEA

L'Iran a adressé une nouvelle mise en garde mardi contre la possible adoption par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) d'une résolution condamnant sa décision de suspendre certaines inspections menées par cette institution onusienne.

Alors que Téhéran et la communauté internationale cherchent à sauver l'accord sur le nucléaire iranien conclu en 2015 à Vienne, le porte-parole du gouvernement iranien, Ali Rabii, a prévenu que l'adoption d'une telle résolution risquait de rendre vains ces efforts.

Mais il a réaffirmé l'attachement de l'exécutif iranien à une solution concertée.

Selon des sources diplomatiques, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, les trois pays européens parties à l'accord de Vienne ont l'intention de sou-

mettre vendredi au vote du Conseil des gouverneurs de l'AIEA un texte exprimant "leurs vives inquiétudes" et appelant l'Iran "à reprendre immédiatement" l'ensemble du programme d'inspections prévu par cet accord.

Téhéran a déjà prévenu que l'adoption d'un tel texte "serait absolument contreproductive et destructive" et a menacé de "mettre fin" à l'accord techniquement temporaire conclu le 21 février entre l'AIEA et la République islamique.

"Je me dois de lancer cet avertissement: les actes allant à l'encontre de nos attentes auront des effets négatifs sur le processus diplomatique et peuvent faire rapidement disparaître les créneaux favorables" à la négociation, a répété M. Rabii lors d'une conférence de presse.

"Nous sommes toujours atta-

chés à la diplomatie", a-t-il ajouté.

L'accord de Vienne menace de voler en éclats depuis que l'ancien président américain Donald Trump en a retiré son pays en 2018 avant de poursuivre l'Iran à coup de sanctions punitives.

En riposte, Téhéran s'est affranchi depuis 2019 de la plupart de ses engagements clef pris à Vienne.

Joe Biden, qui a succédé à M. Trump à la Maison-Blanche en janvier, dit vouloir réintégrer les Etats-Unis à l'accord, mais exige pour cela que Téhéran revienne d'abord au respect plein et entier de ses engagements.

De son côté, Téhéran assure être prêt à revenir à l'application stricte de l'accord, mais à condition que Washington lève toutes les sanctions prises à son encontre depuis 2018.

Appel à mettre fin au conflit

Le Secrétaire général a appelé à mettre fin à ce conflit qui "engloutit toute une génération de Yéménites. Il n'existe pas de solution militaire au Yémen", a-t-il appelé, ajoutant que "la seule voie vers la paix passe par un cessez-le-feu immédiat à l'échelle nationale et un ensemble de mesures de confiance, suivis d'un processus politique inclusif dirigé

PORTRAIT

Ali Boukhalfa, un demi-siècle de sculpture, de peinture et de transmission



Fière mais discret, avec une modestie à la hauteur de son talent, il présente au public le travail d'une vie consacrée à la sculpture, à la peinture, à la transmission, et la somme de nombreuses rencontres et collaborations avec des figures de l'art. Lui c'est Ali Boukhalfa, plasticien, enseignant et fervent défenseur de l'esprit créatif et de la fantaisie de l'artiste qui a longtemps évolué en dehors des cercles conventionnels. Après une quarantaine d'années de carrière en tant que sculpteur, artiste peintre et enseignant, Ali Boukhalfa pose ses toiles à la galerie d'art "Diwaniya Art Gallery" à la faveur de l'exposition "Jusur", une énième passerelle avec la jeune génération qui revient sur différentes étapes de l'évolution du travail de l'artiste. Animé par l'idée de montrer la diversité du patrimoine culturel algérien dans des œuvres contemporaines et d'intégrer les arts dans une dynamique d'urbanisation, il synthétise également ce que M'hamed Issiakhem (1928-1985) et Jean Dubuffet (1901-1985) avait de mieux à transmettre aux jeunes étudiants. Doué pour le dessin depuis son enfance, encouragé par ses professeurs à intégrer l'école nationale des Beaux-arts, Ali Boukhalfa, natif d'Alger en 1948, a rejoint les bancs de cet établissement dirigé à l'époque par Bachir Yelles, choisissant de rejoindre l'atelier de M'hamed Issiakhem qui rivalisait avec celui de Choukri Mesli. Il y explore sa passion pour la sculpture et en sort avec un diplôme et le surnom de "Phidias", célèbre sculpteur grec de l'antiquité. Pour parfaire ses études il va intégrer l'école des Beaux-arts à Paris et fait le choix de se spécialiser en sculpture en monuments dans la classe du célèbre César Baldaccini.

Trois ans dans les ateliers de Jean Dubuffet

Étudiant fauché soutenu par quelques amis, il se retrouve, par un heureux hasard, embauché en 1973 par le célèbre sculpteur et artiste peintre français Jean Dubuffet qui découvre progressivement ses talents. Dans ces ateliers installés dans un ancien lieu de fabrication d'armement à Paris et entouré de théâtres et autres ateliers d'artistes, Ali Boukhalfa découvre l'intérêt de Jean Dubuffet pour le patrimoine algérien, lui qui a séjourné pendant deux ans à El Meneea non loin de Ghardaïa, et apprend à travailler la résine, procédé révolutionnaire dans les années 1970, avec d'anciens ouvriers de l'industrie aéronautique. Ali Boukhalfa qui dit "être né sous une bonne étoile" devient le bras droit de Jean Dubuffet pour qui il réalise d'importantes collections dont l'Arbre de la Chase Manhattan Bank de New York aux États Unis, réalisé en résine, ou l'aménagement de jardins publics aux Pays-Bas.

Retour en Algérie et à l'école des Beaux-Arts

À la fin de ses études, Ali Boukhalfa rentre en Algérie et revient à l'école des Beaux-Arts en tant qu'enseignant en 1981 fort d'un savoir-faire qui n'a été maîtrisé en Algérie qu'au début des années 2000. Il a réalisé un mémorial semi moderne à Bouira, des reconstitutions historiques et des bas-reliefs en bronze. Pendant la décennie noire et après l'assassinat de Ahmed Asselah, directeur de l'école nationale des Beaux-arts, et son fils Rabah, il quitte l'enseignement pour revenir en 1997 transmettre son savoir-faire en sculpture. Toujours présent dans des expositions collectives qu'il considère "éphémères", Ali Boukhalfa perçoit cependant une grande "frilosité" envers les sculptures modernes et les fantaisies de l'artiste, découragé par la réalité du terrain et du marché de l'art il se réfugie souvent dans la peinture sans montrer ses réalisations. À l'école des Beaux-arts qu'il a quitté en 2011 il a milité pour un enseignement spécifique aux arts et contre une école "uniformisée" avec des programmes et des horaires "rigides" où l'esprit de l'école et des arts n'est plus. Il évoque avec beaucoup de nostalgie les nuits blanches à l'atelier de moulage, les musiciens de l'école, son équipe de football ou encore sa troupe de théâtre. Sous l'impulsion de Hamza Bounoua, fondateur de "Diwaniya Art Gallery", Ali Boukhalfa a rassemblé différentes étapes de l'évolution de son travail de peintre depuis les années 1970 jusqu'à une collection réalisée en 2019 pour élaborer une petite rétrospective intitulée "Jusur" qui sera ouverte au public très prochainement.

APS

FESTIVAL INTERNATIONAL DU COURT-MÉTRAGE D'IMEDGHASSEN

Ouverture de la 1^{ère} édition à Batna

La première édition du Festival international du court-métrage d'Imedghassen s'est ouverte, lundi soir, au théâtre régional Salah Lombarkia de Batna dans une ambiance joyeuse.

L'ouverture de cette manifestation culturelle qui se poursuivra jusqu'au 4 mars en cours a été marquée par une forte présence du public, rassemblé dans le jardin faisant face au théâtre régional dans l'attente de l'arrivée des hôtes du festival. Dans son allocution d'ouverture, le wali de Batna, Toufik Mezhoud, a fait part de son "soutien total à cette initiative dont l'objectif est de servir la culture et les arts dans la wilaya et d'encourager les jeunes talents créateurs". De son côté, le Commissaire du Festival, Issam Taâchit, a souligné que cette manifestation ambitionne de favoriser la promotion de l'art et du cinéma dans la wilaya de Batna. Des figures

du cinéma et de la télévision ont pris part à cette soirée d'ouverture qui a donné lieu à la présentation des courts-métrages retenues pour les deux compétitions internationale et nationale, ainsi que les membres du jury. S'agissant de la compétition internationale, 14 courts-métrages de 14 pays rivaliseront ainsi pour le prix Dihya du Festival et 12 autres courts-métrages de réalisateurs issus de diverses wilayas se disputeront le prix de la compétition nationale, a précisé à l'APS le directeur de l'information de cette manifestation artistique, Abdelhamid Bouhala. Les films en lice de cette édition seront projetés dans la cinémathèque (salle Aurès) tandis



que la Maison de la culture Mohamed Laid Al Khalifa accueillera les ateliers de formation aux métiers du cinéma dédiés aux jeunes.

Organisé par la coopérative culturelle "Lemssa", sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts, de la wilaya

et la commune de Batna, le Festival sera également marqué par la projection de films de dessins animés pour les enfants et des excursions vers des sites archéologiques et naturels de la wilaya au profit des participants, selon les organisateurs.

PATRIMOINE IMMATÉRIEL

Bechar : enregistrement audio de chansons et musiques du patrimoine Korandji

Une initiative d'enregistrement audio des chansons et musiques anciennes et contemporaines du patrimoine culturel Korandji sera exécutée prochainement par l'artiste Mustapha Makhloufi, avec la contribution du haut commissariat à l'amazighité (HCA), a-t-on appris mardi auprès de l'artiste à Bechar.

"Le secrétaire général du HCA, Si El Hachemi Assad, a, lors de la récente visite de travail à Bechar, accueilli favorablement ma requête de prise en charge par cette instance, de l'enregistrement audio des chansons anciennes et contemporaines du patrimoine culturel Korandji, un parler unique en Algérie, de l'oasis de Tabelballa (382 km au sud de Bechar)", a-t-il précisé.

"Cette contribution du HCA, est un important soutien à la préservation et la pérennisation d'un pan du patrimoine culturel national, de même qu'une consécration à mes recherches et travaux pour mettre en évidence le patrimoine musical Korandji", a souligné M. Makhloufi.

"L'enregistrement audio des chansons Korandji dans l'un des studios du pays, est une première, dont le but et de faire connaître ce parler et l'expression artistique de Tabelballa, ma région natale" a-t-il ajouté.

Le secrétaire général du Haut Commissariat à l'Amazighité avait annoncé dimanche dernier à Bechar que son instance va inscrire le "Korandji", comme axe de recherches scientifique et académique.

"Nous allons contribuer à la description de ce parler unique en Algérie avec la contribution des universités de Bechar et Adrar ainsi que d'une équipe de spécialistes nationaux dans ce domaine pour sa valorisation", a-t-il indiqué, à l'occasion de cette visite de travail dans la région de Bechar.

"Le Haut Commissariat à l'Amazighité va également contacter la direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique du ministère de l'ensei-

gnement supérieure et de la recherche scientifique pour inscrire le Korandji comme axe de recherche au titre des plans nationaux de recherches (PNR) et ceux de l'Académie africaine des langues (ACALAN), ce parler reflétant la continuité naturelle spatio temporel très peu étudiée entre l'Algérie et les

régions subsahariennes sur des milliers d'années", a-t-il souligné.

Le vocabulaire Korandji, qui est un mélange de songhaï (langue nilo-saharienne parlée dans plusieurs pays d'Afrique de l'ouest,), d'arabe et de tamazight, doit être valorisé et préservé", avait expliqué M. Assad.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE WILAYA DE GHARDAÏA DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCES DES CAPACITÉS MINIMALES N° 02/2021 NIF : 000247015005258

- La Direction des équipements publics de la wilaya de Ghardaïa lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales en vue de réalisation d'un centre d'accueil des migrants clandestins à Hassi El Gara - El Meneea

- **Lot N° 01 : structures d'accueils**

- **Lot N° 02 : locaux techniques**

Toutes entreprises intéressées peuvent soumissionnaire dans un ou plusieurs lots peut bénéficier un ou plusieurs en fonction des moyens humains et matériels pour chaque lot.

* **Les soumissionnaires à certaines conditions minimales d'éligibilité**

Le présent avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales adresse aux candidats soumissionnaires ayant :

- **Capacité professionnelle :**

- **Lot N° 01 :** Certificat de qualification et classification professionnelle en activité principale bâtiment catégorie (04 ou plus) quatre ou plus avec le code charpente métallique en cours de validité.

- **Lot N° 02 :** Certificat de qualification et classification professionnelle en activité principale bâtiment catégorie (03 ou plus) trois ou plus en cours de validité.

- **Capacités techniques :**

- **références professionnelles :**

- **Lot N° 01 :** avoir réalisé en moins un projet de catégorie «C ou plus» conformément à l'arrêté interministériel du 15 mai 1988 modifié portant modalité d'exercice et rémunération de la maîtrise d'œuvre en bâtiment (un montant supérieur ou égale 200 000 000.00 DA ou plus) justifié par attestation ou attestation de bonne exécution.

- **Lot N° 02 :** avoir réalisé en moins un projet de catégorie «B ou plus» conformément à l'arrêté interministériel du 15 mai 1988 modifié portant modalité d'exercice et rémunération de la maîtrise d'œuvre en bâtiment justifié par attestation ou attestation de bonne exécution.

- Les attestations délivrées par un maître d'ouvrage public.

- **Moyens matériels (Lot 01) :**

- Grue mobile justifié par (cartes grises + assurance)

- **Moyens humains (Lot 01,02) :**

- Technicien supérieur ou DUEA ou licence ou plus en : génie civile ou charpente métallique ou bâtiment ou architecte ou titre équivalence justifié par : diplôme + attestation d'affiliation à la CNAS (valide)

(expériences en moins 05 cinq années).

- **Capacités financières :**

- **Lot N° 01 :** ayant réalisé un meilleurs chiffre d'affaire dans l'une des trois (03) dernières années (2019-2018-2017) : supérieur ou égale à 200 000 000.00 DA.

- C'est l'une des conditions d'éligibilité n'est pas satisfait, l'offre sera rejetée systématiquement.

- Les soumissionnaires intéressées par ce projet peuvent retirer le cahier des charges et tous les renseignements d'ordre technique auprès de la direction des équipements publics Ghardaïa (si le registre de retrait des cahiers des charges ne contient pas le nom et le cachet et la signature de l'entreprise, l'entreprise sera éliminée).

- Les soumissions constituées des offres techniques, financières et dossier de candidature accompagnés des pièces exigées (voir l'article 11 page 17, 18), devant être déposés au secrétariat de la Direction des équipements publics Rue Maamar Rouani, T.E.M, Wilaya de Ghardaïa.

- Les offres techniques, financières et dossier de candidature devant être distinctes et contenues dans des plis séparés avec indication pour chaque pli (offre technique) et (offre financière) et (dossier de candidature), ces enveloppes sont mises dans une autres enveloppe cachetées et anonyme, comportant la mention «à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - appel d'offres avec exigence de capacités minimales N°»

- **Réalisation d'un centre d'accueil des migrants clandestins à Hassi El Gara - El Meneea.**

- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours + la durée de préparation des offres à compter de la date de dépôt des offres (21) vingt-et-un jour).

Le dépôt des offres sera pendant le dernier jour de la durée de préparation des offres (21 jours) et ce à partir de la 1^{ère} parution de l'avis d'appel d'offres dans le BOMOP ou sur un quotidien à édition nationale (08 : 00 à 14 : 00 heure) le

- L'ouverture des plis se fera en séance publique à 14h30 au siège de la Direction des équipements publics, les soumissionnaires sont invités à y assister et si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légale, la durée de préparation des offres est prolongée jusqu'au jour ouvrable suivant à la même heure.

INTERNET

Le débit internet 2 Mbs passe à 4 Mbs (ministre)

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Brahim Boumzar, a affirmé lundi depuis Tipaza que ses services ont parachevé le projet d'augmentation du débit internet de 2 Mbs à 4 Mbs.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de sa visite de travail dans la wilaya de Tipaza, M. Boumzar a fait savoir que "l'abondance du débit ne pose aucun problème pour l'Algérie puisqu'il s'agit plutôt de la politique tarifaire adoptée par l'Algérie Télécom (AT) qui est un établissement commercial".

"Il est possible d'offrir un très haut débit de 100 Mbs, cependant les prix ne seront pas accessibles à tous les citoyens", a-t-il précisé, ajoutant qu'AT "œuvre à assurer l'équilibre entre prodiguer un Service public et réaliser des bénéfices pour l'entreprise". M. Boumzar a relevé que 2 millions d'abonnés sont déjà passés d'un débit de 2 Mbs à 4 Mbs, soulignant au passage, que le réseau de télécommunications dans la wilaya de Tipaza permet d'assurer de très hauts débits d'internet, après sa modernisation, en introduisant des technologies de pointe.

En outre, le ministre a qualifié de "faible" le taux de déploiement du réseau 4G à Tipaza estimée à 30%, appelant l'Autorité de régulation de la poste et des communications électro-

niques (ARPCE) à revoir le calendrier du déploiement du réseau 4G dans cette wilaya.

Dans ce contexte, il a déclaré que le réseau de la 3G ne permet pas de répondre aux aspirations des citoyens à profiter d'un haut débit Internet, alors qu'il est disponible dans la wilaya de Tipaza".

Concernant les services postaux, le ministre des Postes et des Télécommunications a affirmé que son secteur assurait, grâce à Algérie Poste, 92 % des transactions commerciales effectuées via les terminaux de paiement électronique (TPE).

A cet égard, il a appelé les responsables de la wilaya de Tipaza, qui compte 738 TPE à "intensifier et à redoubler d'effort pour augmenter ce chiffre qui reste faible".

Le ministre avait supervisé avec le wali de Tipaza, Labiba Ouina, le raccordement de la cité 500 logements promo-



tionnels publics (LPP), au réseau haut débit, ainsi que le raccordement du quartier Douar Sraghna au réseau 4G.

La visite a également été l'occasion de se rendre aux zones d'ombre dans les hauteurs de Bouhriz, à l'ouest de Tipaza, où le réseau de téléphonie mobile "Mobilis" a été lancé, et de visiter le site réservé à la réalisation du système 4G au profit de quatre zones d'ombre au profit d'une population d'environ 4.000 habitants. Le ministre a également visité le bureau de poste de "Oued Sebt" à Gouraya, ainsi que le bureau de poste de Aïn Tagourait, après leur réaménagement.

INTERNET

Twitter va bannir les utilisateurs en cas de désinformation répétée sur les vaccins

Twitter a annoncé lundi son intention de renforcer sa lutte contre la désinformation sur les vaccins, avec notamment la possibilité de bannir les utilisateurs au bout de cinq rappels à l'ordre.

"Nous pensons que ce système des avertissements va aider à éduquer le public sur nos règlements et à mieux réduire la propagation d'informations potentiellement dangereuses ou trompeuses sur Twitter, notamment pour des infractions répétées, modérées ou graves", a indiqué le réseau des gazouillis dans un communiqué.

En décembre, Twitter avait déjà décidé de demander aux utilisateurs de supprimer certaines fausses affirmations, notamment celles suggérant que les vaccins sont utilisés pour porter atteinte aux populations ou les contrôler.

Il visait aussi les mensonges sur de prétendus effets indésirables ou des remises en cause de l'existence même du Covid-19 et de la nécessité de se faire vacciner.

Depuis, les modérateurs de la société californienne ont retiré plus de 8.400 tweets et notifié quelques 11,5 millions de comptes dans le monde.

Désormais, à partir du deuxième avertissement, les utilisateurs verront leur compte bloqué pendant 12 heures. Au quatrième avertissement, le blocage durera 7 jours.

Au cinquième, il deviendra permanent. Ce système s'inspire de celui contre la désinformation liée aux élections et processus civiques, qui a notamment conduit Twitter à bannir l'ancien président américain Donald Trump pour des infractions répétées comme l'incitation à la violence et ses messages jetant le discrédit sur le scrutin présidentiel.

Des campagnes de vaccination contre le Covid-19, nécessaires pour protéger les populations et permettre la reprise des activités humaines, sont en cours dans de nombreux pays, des Etats-Unis à l'Union européenne.

Dès octobre, alors que les vaccins n'en étaient qu'au stade des tests cliniques, YouTube et Facebook avaient annoncé un règlement strict visant à interdire la désinformation sur les vaccins et les efforts pour nuire aux campagnes de vaccination.

Twitter va aussi adosser des étiquettes aux messages "pouvant contenir des informations trompeuses sur les vaccins contre le Covid-19", selon le communiqué de lundi.

Des modérateurs seront chargés de déterminer quels contenus enfreignent les règlements, mais la plateforme espère mettre au point un système à la fois humain et automatisé pour détecter les messages problématiques.

APS

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES RESSOURCES EN EAU
DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU
WILAYA DE BEJAIA
NIF N° 41 000 600 000 6012

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 05/2021

La direction des Ressources en Eau de la Wilaya de BEJAIA, lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales à la concurrence pour la réalisation du projet :

« Réhabilitation et extension Des Réseaux D'assainissements Des Villages Azrou Et Tala N'Charfa Commune D'Ighil Ali. »

Le présent appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales s'adresse aux seuls soumissionnaires répondant aux conditions d'admissibilité suivantes seront admis à concourir :

Entreprises qualifiées en activité principale hydraulique, catégorie Quatre (04) et plus. Et Ayant réalisé durant les (10) dernières années (de 2012 à 2021) au moins (01) un projet de pose de canalisation AEP ou Assainissement, tous types de matériaux et diamètres confondu, appuyé par une attestation de bonne exécution d'un Maître d'Ouvrage public.

Important :

- Les Délai de réalisation sont plafonnés à : 12 Mois; toute offre ayant présenté un délai supérieur sera écartée.
- Toutes offres non accompagnées de l'attestation de visite des lieux sera rejetée.

Les entreprises qui remplissent les conditions peuvent retirer le cahier des charges (Dossier de candidature, offre technique et financière) auprès de la Direction des Ressources en Eau de la Wilaya de Bejaia, Service de l'Administration et des Moyens, Bureau des Marchés, site Cité Remla- Ighil Ouazoug, BEJAIA.

TEL : 034.16.90.11 à 12
FAX : 034.16.90.13

OBS : Le cahier des charges doit être retiré par le soumissionnaire ou son représentant dûment désigné

Les offres devront être scindées en trois parties :

- 1- Partie N° 01 - Dossier de candidature
- 2- Partie N° 02 - Offre technique
- 3- Partie N° 03 - Offre financière

Le dossier de candidature, les offres techniques et les offres financières doivent être contenues dans trois (03) enveloppes distinctes et ne comporteront que le cachet de l'Entreprise et les mentions suivantes :

ENVELOPPE N° 01 - DOSSIER DE CANDIDATURE
ENVELOPPE N° 02 - OFFRE TECHNIQUE
ENVELOPPE N° 03 - OFFRE FINANCIERE

Le dossier de candidature et les offres (offre technique et financière) doivent être accompagnés des pièces réglementaires exigées dans le cahier des charges.

Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme qui devra parvenir à Monsieur le Directeur des ressources en eau de la Wilaya de BEJAIA, à l'adresse indiquée plus haut et ne comportera que la mention suivante :

« À N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET D'ÉVALUATION DES OFFRES APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°05/2021

« Réhabilitation et extension Des Réseaux D'assainissements Des villages Azrou Et Tala N'Charfa Commune D'Ighil Ali. »

Le délai de remise des offres est fixé à Vingt et Un (21) jours à compter de la première parution de cet avis sur les quotidiens nationaux ou le BOMOP.

La date de clôture de remise des offres sera le dernier jour avant douze heures (12h00).

La date d'ouverture, des plis des dossiers de candidature, des offres techniques et financières aura lieu le même jour à quatorze heures (14h00) au siège de la Direction des ressources en eau de la Wilaya de BEJAIA.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis.

Les entreprises resteront engagées par leurs offres pendant une période de préparation des offres augmenté de trois (03) mois, à compter de la date de clôture de remise des offres.

CYCLISME / CHAMPIONNATS D'AFRIQUE 2021 - CONTRE-LA-MONTRE "PAR ÉQUIPES" Les sélections algériennes arrêtées

Le staff technique national a arrêté la liste des coureurs qui représenteront l'Algérie au contre-la-montre "par équipes" des Championnats d'Afrique 2021, qui débutent mardi en Egypte.

"Chez les juniors, le staff technique a choisi Salah-Eddine Cherki, Meroune Brenis, Khaled Mansouri et Abdelkrim Ferkous, alors que chez les seniors, le choix s'est porté sur Youcef Reguigui, Azeddine Lagab, Nassim Saïdi et Hamza Mansouri", a-t-on appris auprès de l'instance fédérale.

Au total, 16 cyclistes représentent l'Algérie à ces Championnats d'Afrique sur route, prévus du 2 au 6 mars au Caire, dont deux juniors (filles), à savoir : Nesrine Houili et Chahra Azzouz.

Chez les juniors (garçons), et outre les quatre éléments suscités, la sélection nationale compte parmi ses rangs le jeune



Akram Belabsi, qui n'a pas été retenu pour le contre-la-montre "par équipes", mais qui selon la même source "devrait être présent au contre-la-montre individuel".

Concernant les seniors,

et outre les quatre éléments suscités, la sélection nationale compte parmi ses rangs Hamza Yacine, Ayoub Sahiri, Mohamed Amine N'hari, Abderraouf Bengayou, Oussama Cheblaoui, Lotfi

Tchambaz et Yacine Chahel. Les épreuves du contre-la-montre, par équipes et individuel, seront suivies du Championnat d'Afrique sur piste, prévu du 11 au 14 mars, également en Egypte.

Lors de la précédente édition, disputée en 2019 (ndlr, celle de 2020 a été annulée en raison de la pandémie), la sélection algérienne s'était amèrement contentée de la médaille d'argent, car la première place semblait largement à sa portée.

En effet, un problème administratif avait perturbé son déplacement en Ethiopie, qui avait abrité ces championnats d'Afrique 2019 et cette situation avait fini par remettre en cause son sacre.

HAND/ DIVISION EXCELLENCE

La JS Saoura menace de se retirer de la compétition

La JS Saoura, pensionnaire de la division Excellence de handball, a menacé de se retirer de la compétition, dont la reprise est prévue le week-end du 2 et 3 avril prochain, pour des raisons d'ordre financier, a annoncé le club dimanche soir dans un communiqué.

"Après l'annonce de la reprise du championnat et au vu de la crise financière provoquée par l'absence des subventions de la part des autorités locales (wilaya et APC), mais également de l'actionnaire majoritaire ENAFOR, la direction sera contrainte de déclarer forfait, d'autant qu'elle éprouve les pires difficultés à assurer les frais des déplacements et hébergement", a indiqué la JSS sur sa page officielle Facebook. Le championnat d'Algérie Excellence de handball, à l'arrêt depuis mars 2020 en raison de la pandémie de coronavirus, reprendra ses droits le week-end du 2 et 3 avril prochain. Sur décision du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), et en concertation avec le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19, les salles omnisports et salles de sport ont été autorisées à rouvrir progressivement depuis le 3 février.

"Après tant de sacrifices pour atteindre le haut niveau, des imprévus extra-sportifs indépendants de notre volonté, vont pousser le représentant du sud à se retirer de la compétition, avec la possibilité de dissoudre définitivement la section handball", a ajouté le communiqué.

Pourtant un représentant de la JSS, a assisté le 17 février dernier, en compagnie de six autres formations à une réunion, organisée par la Fédération algérienne de handball (FAHB), pour débattre de la reprise des entraînements et le retour à la compétition.

La Division Excellence (messieurs) avait été suspendue au terme de la 13e journée, disputée le 13 mars 2020. Dans le groupe A, le MM Batna et le CA Bordj Bou Arreridj caracolaient ensemble en tête du classement, alors que le GS Pétroliers et la JSE Skikda dominaient le groupe B.

FÉDÉRATION NATIONALE DU SPORT POUR TOUS Elhadi Mossab unique candidat à sa succession

Le président sortant de la Fédération nationale du sport pour tous (FNST), Elhadi Mossab, est l'unique candidat à sa propre succession pour un nouveau mandat olympique (2021-2024), a appris l'APS lundi de l'instance fédérale.

L'assemblée générale électorale (AGE) de la FNST est prévue vendredi (09h00) à l'Institut supérieur des sciences et technologie du sport (ISTS) Abdellah-Fadel d'Aïn Bénian (ouest d'Alger). La commission de candidatures a également reçu sept dossiers pour le bureau fédéral, après l'expiration des délais impartis. Les membres de l'Assemblée générale de la FNST, réunis le 19 février en session ordinaire à Alger, avaient adopté à l'unanimité les bilans moral et financier de l'année 2020, ainsi que le bilan quadriennal du cycle olympique 2017-2020 et les prévisions budgétaires.

KARATÉ-DO Stage de l'équipe algérienne annulé après sept cas positifs au Covid-19

L'équipe algérienne de karaté-do a annulé son stage de préparation, prévu à partir de ce lundi, après l'enregistrement de sept (7) cas positifs au Covid-19 au sein de son effectif, a appris l'APS auprès de la Fédération algérienne de la discipline.

Les tests de type PCR effectués par les athlètes et le staff technique de la sélection nationale ont révélé la contamination de sept karatéka par le virus de la Covid-19, a fait savoir le directeur technique national, Youcef Hasnaoui, "ce qui nous a amené à annuler purement et simplement le stage".

Les athlètes contaminés sont Kamélia Hadj Said, Widad Deraou, Safia Dine, Hakim Haoua, Yazid Bouzourane, Oussama Zayed et Oussama Baha Eddine Zitouni.

APS

ATHLÉTISME

La première journée Elite/Jeunes talents le 6 mars à Alger (organisateur)

La première journée Elite/Jeunes talents se déroulera le samedi, 6 mars au stade d'athlétisme Bateau-Cassé de Bordj El-Kiffen (Alger), a-t-on appris mardi auprès de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA), coorganisatrice de cette compétition avec la Ligue algéroise de la discipline (LAA). Plusieurs épreuves (courses, sauts et lancers) sont inscrites au programme de cette compétition, ouverte aux catégories U18, U20 et seniors (messieurs et dames). "Le dernier délai pour confirmer les engagements est fixé au vendredi 5 mars, à minuit", a encore précisé l'instance fédérale dans un bref communiqué, assurant que "passé ce délai, aucune confirmation ne sera prise en considération". La deuxième journée Elite/Jeunes talents, elle, a été programmée le 20 mars courant, dans un lieu qui reste à déterminer. Le dernier délai pour y confirmer l'engagement a été fixé au vendredi 19 mars, à minuit.

YOSEIKANBUDO/ALGÉRIE/ INSTANCE/ÉLECTIONS

Fédération algérienne de yoseikan budo : l'AG électorale le 18 mars à Tipasa

La Fédération algérienne de yoseikan budo (FAYB) tiendra son assemblée générale électorale (AGE) le 18 mars (10h00) à Tipasa, alors que l'assemblée ordinaire (AGO) est prévue samedi prochain, a appris l'APS lundi du secrétaire général de l'instance fédérale. Les membres de l'AG procéderont lors de la session ordinaire à l'examen des bilans moral et financier de l'exercice 2020 ainsi que du rapport du commissaire aux comptes. Lors de cette AGO, les membres auront également à installer les commissions de candidatures, recours et passation de consignes, en vue de l'AGE prévue à la bibliothèque de Douaouda marine (Tipasa). L'assemblée constitutive de la Fédération algérienne de yoseikan budo avait été organisée le 8 mai 2019, alors que l'agrément officiel du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire n'a été reçu que le mois de janvier 2020. Avant, la désormais instance fédérale activait en tant que commission nationale sous l'égide de la Fédération algérienne des arts martiaux (FAAM).

TENNIS (MASTER 1000 DE MIAMI)

Forfait du Suisse Federer (médias)

Le Suisse Roger Federer, attendu la semaine prochaine à Doha après 13 mois sans jouer, sera en revanche absent aux Masters 1000 de Miami (24 mars-4 avril), a rapporté lundi le journal floridien, Miami Herald. Le média, qui dit avoir obtenu confirmation, auprès de l'agent de Federer, Tony Godick, de l'information annoncée dans un premier temps par le média suisse RTS, a ajouté que le lauréat de 20 tournois du Grand Chelem a prévu, après Doha (8-13 mars), d'enchaîner à Dubaï (14-20 mars) et qu'il ferait ensuite une pause. L'ancien numéro un mondial, qui a vu ce lundi Novak Djokovic régaler en nombre de semaines (310) passées en tête du classement

ATP, semble avoir ainsi décidé de ne pas trop charger sa barque pour son retour sur les courts après deux opérations au genou droit. Celui qui figurait pourtant sur la liste des engagés du tournoi floridien, dont il est le tenant du titre depuis sa victoire en 2019, l'édition 2020 ayant été annulée en raison de la pandémie de coronavirus, n'a plus joué depuis sa demi-finale perdue à l'Open d'Australie en janvier 2020. Ne se sentant pas assez prêt physiquement et peu enclin à se soumettre à une quarantaine, il avait renoncé à se rendre à Melbourne en février, où Djokovic a conservé son titre, préférant faire son retour à Doha, "un petit tournoi et pas un grand, avec tout

le stress que ça implique". Rassurant ses fans, qui craignaient pour la suite de sa carrière, il a ainsi assuré, il y a un mois: "pour la première fois, j'ai la sensation que mon genou est de nouveau prêt pour la compétition". Son forfait est un coup dur pour les organisateurs du tournoi de Miami, qui espèrent bien réunir l'ancien "Big 3", avec Djokovic et Rafael Nadal, si le premier se remet de ses douleurs abdominales et le second de ses problèmes au dos, alors que le Masters 1000 d'Indian Wells, l'autre gros tournoi printanier aux Etats-Unis, a été reporté. Côté féminin, Serena Williams et la Japonaise Naomi Osaka, lauréate de l'Open d'Australie, sont elles aussi attendues.

SPORTS MÉCANIQUES Un Rally-Raid en octobre prochain en Algérie

L'Algérie abritera au mois d'octobre prochain la première édition du Rallye-Raid dénommé "Algeria Eco-Race", qui marquera le début d'une collaboration entre la Fédération algérienne des sports mécaniques (FASM) et l'organisateur Africa Eco-Race, a indiqué le directeur technique national (DTN), Farid Sendjakedine. "L'Algérie est, depuis un siècle, le berceau des Rallyes-Raid. Son immense désert doit naturellement être le pays d'accueil des plus grands rallyes du monde. Aujourd'hui, l'Algérie, consciente des richesses exceptionnelles de son patrimoine culturel et géographique avec notamment le grand Sahara, s'inscrit dans une logique d'ouverture à travers les sports mécaniques, dont le Rallye-Raid qui se veut être un vecteur majeur et exceptionnel", a déclaré Farid Sendjakedine. Selon le DTN de la FASM, "les préparatifs de ce rallye vont être entamés dans les jours à venir, en présence des représentants des deux co-organisateurs". "Les dernières années, l'Algérie est devenue une destination prisée des raiders du monde entier, avec l'organisation réussie de plusieurs Rallyes-Raid dans son désert aux vastes étés nus et aux paysages variés", a relevé la même source. L'"Africa Eco-Race" compte, à travers sa collaboration avec la FASM, réussir cette épreuve inaugurale qui permettra à l'Algérie de devenir une "référence en tant que destination pour les sports mécaniques tout-terrain" et faire en sorte "de lui donner un impact très positif, au-delà de la dimension sportive". "Cet événement permettra de diffuser de superbes images dans plus de 150 pays, et représentera ainsi une entreprise médiatique extraordinaire pour le développement des sports mécaniques et la destination Algérie", a souligné le DTN de la FASM.

LIGUE DES CHAMPIONS (3E J/ GR.B) CRB - AL-HILAL Les Soudanais autorisés à entrer en Algérie

La formation soudanaise d'Al-Hilal, a reçu l'autorisation des autorités algériennes pour entrer sur le territoire national, en vue du match face au CR Belouizdad, vendredi au stade du 5-juillet (20h00), comptant pour la 3e journée (Gr.B) de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football, a annoncé le Chabab mardi dans un communiqué.

"Notre prochain adversaire Al-Hilal a reçu l'autorisation de la part du Premier ministre pour entrer sur le territoire national. La direction du club a pu régler le problème de visas pour accueillir nos invités soudanais", a indiqué le CRB sur sa page officielle Facebook.

Al-Hilal avait saisi lundi, la Confédération africaine de football (CAF) suite au retard accusé dans la réponse de l'ambassade d'Algérie à Khartoum pour la délivrance de visas, afin de pouvoir effectuer le déplacement à Alger, mercredi à bord d'un vol spécial. La décision de la direction d'Al-Hilal de se déplacer en avion spécial est dictée par l'annulation de tous les vols vers l'Algérie pendant le mois de mars, décidée par les hautes autorités du pays. Une décision qui a entraîné l'annulation de la double confrontation en amical que devait disputer l'équipe nationale des moins de 17 ans (U17) face à son homologue ivoirienne, les 4 et 7 mars à Alger.

Pour rappel, le CRB a reçu les Sud-africains de Mamelodi Sundowns dimanche au stade



de Dar Es-Salaam en Tanzanie (1-5), dans le cadre de la 2e journée de la phase de poules, en raison des risques de contami-

nation au variant sud-africain de coronavirus. Al-Hilal, reste sur un nul à domicile face aux Congolais du TP Mazembe (0-

0), après avoir été battu lors de la journée inaugurale à Pretoria face à Mamelodi Sundowns (2-0).

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (1RE JOURNÉE/ GR. B) JSK-COTON SPORT Le Libyen Moataz Ibrahim au sifflet

L'arbitre international libyen Moataz Ibrahim, a été désigné pour diriger le match JS Kabylie - Coton Sport (Cameroun), prévu mercredi 10 mars au stade du 1er novembre de Tizi-Ouzou (19h00), dans le cadre de la 1re journée (Gr.B) de la phase de poules de la Coupe de la Confédération de football (CAF).

Moataz Ibrahim sera assisté de ses compatriotes Attia M Essa Amsaâed et Majdi

Kamil, alors que le quatrième arbitre est Abdulwahid Huraywidah.

Le commissaire au match est le Libyen Omar Jummah Abdulsayid, tandis que l'officier Covid-19 est l'Algérien Rachid Boukhalfa.

Les "Canaris" effectueront ensuite un long déplacement à Lusaka, pour croiser le fer avec les Zambiens de NAPSAs Stars, à l'occasion de la 2e journée (17 mars), avant

d'aller au Maroc pour défier la RS Berkane, tenante du titre, lors de la 3e journée (4 avril). Pour rappel, la JS Kabylie s'est qualifiée aux dépens du Stade malien (aller : 1-2, retour : 1-0).

L'autre représentant algérien dans cette épreuve l'ES Sétif, évoluera quant à lui dans le groupe A, avec Enyimba FC (Nigeria), Ahly Benghazi (Libye), et Orlando Pirat es (Afrique du Sud).

LIGUE 1 (16E JOURNÉE) RCR-USMBA délocalisé au stade de Chlef (LFP)

Le match RC Relizane - USM Bel-Abbès, prévu initialement au stade Tahar-Zoughari de Relizane, dans le cadre de la 16e journée du championnat de Ligue 1 de football, a été délocalisé au stade Mohamed Boumezrag à Chlef vendredi (15h00), a annoncé mardi la Ligue de football pro-

fessionnel (LFP). "La délocalisation a été décidée en raison des travaux de réfection de la pelouse du stade Tahar-Zoughari en prévision des prochaines rencontres du RC Relizane", explique la LFP dans un communiqué.

C'est le deuxième match de cette 16e journée qui fait l'objet

de délocalisation, après celui de CS Constantine - NA Hussein-Dey, programmé précédemment au stade Abed-Hamdani (El-Khroub), avant d'être délocalisé au stade Ben Abdelmalek Ramdane à Constantine, vendredi (15h00).

"La délocalisation a été décidée suite à la demande des

autorités de la wilaya de Constantine pour des raisons d'ordre organisationnel (vestiaires, main courante, médias)", a indiqué lundi la LFP.

Pour rappel, le CSC a entamé la saison au stade Ben Abdelmalek Ramdane, avant de déménager au stade d'El-Khroub.

LIGUE 1 (16E J) CSC-NAHD délocalisé au stade Ben Abdelmalek Ramdane

Le match CS Constantine - NA Hussein-Dey, prévu initialement au stade Abed Hamdani (El-Khroub), dans le cadre de la 16e journée du championnat de Ligue 1 de football, a été délocalisé au stade Ben Abdelmalek Ramdane à Constantine, vendredi (15h00), a annoncé lundi la Ligue de football professionnel (LFP).

"La délocalisation a été décidée suite à la demande des autorités de la wilaya de Constantine pour des raisons d'ordre organisationnel (vestiaires, main courante, médias)", précise la LFP dans un communiqué publié sur son site officiel.

Le CSC a entamé la saison au stade Ben Abdelmalek Ramdane, avant de déménager au stade d'El-Khroub. Au terme de la 15e journée, le CSC pointe à la 15e place au classement avec 14 points, avec deux matchs en moins, à une longueur seulement du premier reléguable l'US Biskra.

LIGUE 1 Mohamed Heriat (ASAM) suspendu quatre matchs (LFP)

Le milieu de terrain de l'AS Ain M'lila, Heriat Mohamed, exclu pour "comportement antipartoutien envers officiel", lors de la défaite à domicile face au WA Tlemcen (3-0) samedi en championnat, a écopé de quatre matchs de suspension dont un avec sursis, a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP) lundi.

Heriat devra en outre s'acquitter d'une amende de 40.000 DA. D'autre part, l'entraîneur adjoint du MC Alger, Amrouche Lotfi, a été sanctionné d'un match de suspension ferme (interdiction de terrain et de vestiaires), plus 30.000 DA d'amende.

La Commission de discipline de la LFP, réunie lundi, a infligé également un match de suspension ferme et 30.000 DA d'amende au capitaine du MC Alger, Abderrahmane Hachoud, exclu pour cumul de cartons lors de la défaite face à la JS Kabylie (1-2).

Trois autres joueurs, Mellel Ben Amar (MC Oran), Lakhdari Adel (US Biskra) et Kerroum Ahmed (JS Kabylie), exclus pour cumul de cartons, ont écopé de la même sanction (1 match ferme).

Enfin, le NA Hussein-Dey et l'USM Alger ont été sanctionnés d'une amende de 200.000 DA pour "non-respect du protocole sanitaire" et l'USM Bel-Ab bès d'une amende de 50.000 DA pour "tableau d'affichage défectueux".

APS

ALGÉRIE 22 arbitres internationaux recevront leurs badges mercredi (FAF)

Vingt-deux arbitres internationaux recevront leurs badges lors d'une cérémonie prévue spécialement à cet effet, mercredi au siège de la Fédération algérienne de football à Alger, a indiqué cette instance.

Outre 18 arbitres de football (9 directeurs et 9 assistants), cette cérémonie de remise de badges concernera, selon la même source, deux referees de beach-soccer et deux autres de futsal.

"La cérémonie sera présidée par Khei-

reddine Zetchi et Mohamed Ghouti, respectivement président de la FAF et président de la Commission fédérale d'arbitrage (CEA), en présence d'autres cadres de cette structure", a précisé l'instance fédérale dans un communiqué.

ALLEMAGNE Bielefeld, en difficulté, se sépare de son entraîneur

L'entraîneur de Bielefeld, Uwe Neuhaus, a été limogé par la direction du club promu en Bundesliga cette saison et proche de la zone rouge, a annoncé ce dernier lundi après un nouveau revers sur le terrain samedi face à Dortmund.

Le club a prévu d'annoncer

prochainement le nom de son successeur. L'entraîneur adjoint Peter Nemeth a également été démis de ses fonctions avec effet immédiat. Samedi, lors de la 23e journée de championnat, Bielefeld s'est incliné 3-0 face à Dortmund et pointe à la 16e place du classement, à 9 points

de la lanterne rouge Schalke 04 et à seulement une longueur devant l'avant-dernier Mayence.

"En raison de l'évolution actuelle, nous sommes parvenus ensemble à la conclusion qu'il fallait initier maintenant un changement", a souligné le directeur sportif, Samir Arabi.

"Nous continuons d'être persuadés que notre équipe dispose des qualités nécessaires pour atteindre notre objectif sportif", a-t-il ajouté, précisant que ce changement d'entraîneur visait à donner "encore une fois une impulsion particulière" à l'équipe.

Les arrestations ne sont "pas bonnes pour l'image" du Barça, estime Koeman

L'entraîneur du FC Barcelone, Ronald Koeman, comme le président de la Liga ont regretté mardi la mauvaise publicité faite au club espagnol après les arrestations et perquisitions menées dans le cadre de l'enquête sur le "Barçagate".

"Je pense que ce n'est pas bon pour l'image du club et qu'il faut attendre de voir ce qu'il peut se passer", a déclaré Ronald Koeman lors d'une conférence de presse avant la demi-finale retour mercredi de la Coupe du Roi contre Séville.

Le Néerlandais a souligné qu'il n'était pas encore au club lorsque les faits présumés se sont déroulés, mais il a reconnu s'être senti "très mal lorsque la nouvelle est sortie (lundi) parce que je connais bien Bartomeu ainsi qu'Oscar Grau", deux des quatre personnes interpellées lundi.

"Bartomeu a toujours été à mes yeux une personne exceptionnelle", a-t-il expliqué à propos de l'homme qui l'a recruté l'été dernier, avant d'ajouter: "Nous devons nous concentrer sur notre travail et regagner du terrain (face à Séville), pour le reste on n'y peut rien, mais encore une fois, ce n'est pas bon pour l'image du club".

L'ex-président du FC Barcelone Josep Maria Bartomeu, son ancien bras droit Jaume Masferrer, ainsi que deux dirigeants actuels du club, le directeur général, Oscar Grau, et le directeur juridique, Roman Gomez Ponti, ont été arrêtés lundi.

Ces deux derniers ont été relâchés le jour même tandis que Bartomeu et Masferrer ont été remis en liberté provisoire après avoir été entendus par le juge d'instruction mardi matin.

Cette vaste opération policière, avec des perquisitions au Camp Nou, siège du club, ont eu lieu dans le cadre de l'enquête sur le "Barçagate", une campagne présumée de calomnies visant des figures du club, toutes critiquées à l'endroit de Bartomeu, parmi lesquelles Gerard Piqué ou Lionel Messi.

Javier Tebas, le président de la Liga, a lui aussi déploré cette mauvaise publicité faite au club et plus largement au championnat espagnol: "ce qu'il s'est passé hier n'est bon ni pour le Barça ni pour la Liga".

Il a dit espérer "qu'il n'y a eu aucun franchissement de ligne rouge car les dommages en termes de réputation sont importants pour Barcelone, bien (que Bartomeu) n'en soit plus le président actuellement".

MILAN AC Zlatan Ibrahimovic indisponible trois semaines

L'attaquant suédois de l'AC Milan Zlatan Ibrahimovic, blessé lors de la victoire en déplacement contre l'AS Rome (2-1) dimanche soir en championnat de Serie A, sera indisponible durant trois semaines, selon l'agence de presse italienne Ansa.

Ibrahimovic a été victime d'une déchirure aux adducteurs de la jambe gauche.

Il était sorti à la 56e minute lors du match contre l'AS Rome.

Agé 39 ans, il est donc plus qu'incertain pour les deux duels face à son ancien club Manchester United en 8es de finale de l'Europa League les 11 et 18 mars.

D'autres examens prévus dans dix jours révéleront la durée de l'indisponibilité du Suédois.

Le buteur de l'AC Milan n'a joué que 14 matchs cette saison à cause de blessures et d'un test positif au coronavirus.

Il a inscrit 14 buts en championnat d'Italie occupant la troisième place au classement des buteurs derrière Cristiano Ronaldo (19 buts) et Romelu Lukaku (18).

APS

CAN-2021 (U17) PRÉPARATION L'Algérie affrontera la Zambie en amical au Maroc (DTN)

La sélection algérienne de football des moins de 17 ans (U17), devrait affronter son homologue zambienne, mercredi 10 mars, en match amical prévu au Maroc, en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 de la catégorie, programmée du 13 au 31 mars, a appris l'APS lundi auprès du directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne (FAF) Ameur Chafik.

"Au lendemain de notre arrivée au Maroc prévue le 6 mars, nous allons défilier lors du premier match amical la Côte d'Ivoire le 7 mars, avant de boucler notre préparation, face à la Zambie, le 10 mars.

Les négociations avec les Zambiens avancent bien", a indiqué le DTN. L'équipe nationale devait disputer une double confrontation amicale face à la Côte d'Ivoire, les 4 et 7 mars à Alger, avant qu'elle ne soit annulée, "en raison de la suspension de tous les vols réguliers vers l'Algérie".

Cette décision a poussé la DTN à revoir le programme de préparation, en avançant le départ pour le Maroc du 9 au 6 mars.

La Côte d'Ivoire et la Zambie sont logées dans le groupe "A" à la CAN-2021, en compagnie du Maroc (pays hôte) et de l'Ouganda.

Le sélectionneur national Mohamed Lacete a fait appel à 28 joueurs, dont 13 évoluant à l'étranger, pour l'ultime stage préparatif, entamé dimanche au Centre technique national de Sidi Moussa, qui s'étalera jusqu'au départ pour le Maroc.



Versée dans le groupe B, l'Algérie débute le tournoi le 14 mars face au Congo, avant de croiser le fer avec la Tanzanie (17 mars), puis le Nigeria (20 mars).

L'unique participation de l'Algérie à la CAN des U17 date de 2009, lors de l'édition disputée à domicile, qui avait vu les joueurs de l'ancien sélectionneur Athmane Ibrir atteindre la finale, perdue face à la Gambie (3-1).

Outre l'Algérie et le Maroc (pays hôte), le tournoi verra également la participation de l'Afrique du Sud, du Cameroun, du Congo, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Nigeria, de l'Ouganda, de la Tanzanie, du Sénégal et de la Zambie. Les deux premiers de chacun des

trois groupes, ainsi que les deux meilleurs troisièmes se qualifient pour les quarts de finale.

Voici par ailleurs la liste des 28 joueurs :

Gardiens de but : Boumengoche Abdelaziz (Académie EAF), Boualem Hamza (USM Alger), Boukemouche Amine (US Orléans/ France)

Joueurs de champ : Hanfoug Fouad (CR Belouizdad), Mohra Abderrazak (DRB Tadjenant), Garat Anes (Paradou AC), Djelal Mohamed (Paradou AC), Belas Brahim (CR Belouizdad), Malek Mohamed Abdelaziz (Paradou AC), Omar Mohamed Rafik (Académie FAF), Benahmed Zineddine (RC Relizane), Zaimache Moataz (Paradou AC), Khoumani Abdelhak (JS Saoura), Cherdoudi Mohamed Brahim (ASO Chlef), Laalam Abdelghani (Paradou AC), Keroum Mohamed (Académie FAF), Ouchouache Anis (FC Amiens/ France), Zuliani Edhy Yyan (FC Toulouse/ France), Ouali Massil (EA Guingamp/ France), Nottebaere Djibril (FC Amiens/ France), Beghdadi Yanis (FC Reims/ France), Kraouche Rayan (FC Metz/ France), Lagha Yanis Alladoum (Olympique Lyon/ France), Moussaoui Imrane (Olympique Marseille/ France), Tabbouche Joris Jebir (AS Nancy/ France), Khetir Rayan (FC Istres/ France), Mehdi Kalem (Stade Rennais/ France), Fatahine Anis (Paris FC/ France).

ELECTIONS DE LA CAF

La FIFA veut des explications sur l'origine du financement de la campagne d'Anouma

Le Comité de candidature de l'Ivoirien, Jacques Anouma, à la présidence de la Confédération africaine de football (CAF), a annoncé, mardi, avoir reçu une demande d'explications de la commission de gouvernance de la FIFA sur les sources de financement de la campagne de son candidat. "Le Comité de campagne du candidat à la présidence de la CAF, Jacques Anouma informe l'opinion publique nationale et internationale qu'en date du 26 février, le président de la Commission de gouvernance de la Fifa, Mukul Mugdal a adressé une correspondance au candidat pour objet de financement de sa campagne", indique le directeur de campagne de l'ancien président de la Fédération ivoirienne de football (FIF) dans un communiqué. "Il fait référence à un article de presse publié

par un site Internet et mentionnant un soutien financier reçu des autorités ivoiriennes d'un montant de 15,3 millions d'euros pour le financement de la campagne", rapporte la même source. "Le courriel a été reçu par Jacques Anouma alors qu'il se trouvait à Rabat au Maroc et lui a été demandé de fournir au plus tard le 2 mars par un canal identique à celui de la réception toute information sur un financement reçu des autorités ivoiriennes", poursuit le document, précisant que la réponse a été faite dans les délais instruits. Le communiqué note que "le candidat ne reçoit aucun financement des autorités ivoiriennes, ces dernières s'étant engagées à travers le communiqué sanctionnant le Conseil des ministres du 20 janvier à mener des actions diplomatiques et

relationnelles pour la promotion de la candidature". "Les activités à venir de Jacques Anouma prévoient dès ce mercredi une série de rencontres à Conakry en Guinée", ajoute par ailleurs le même document. En plus de l'Ivoirien Anouma, quatre autres personnes ont déposé leur candidature à la présidence de la CAF dont l'élection est prévue le 12 mars à Rabat (Maroc).

Il s'agit du Sénégalais Augustin Senghor, du Mauritanien Ahmed Yahya, du Sud-africain Patrice Motsepe et du président sortant, Ahmad Ahmad qui sera fixé sur son sort ce mardi ou mercredi au plus tard avec l'annonce de la décision du Tribunal arbitral des sports (TAS) concernant la demande d'annulation de sa suspension pour détournements de fonds décidée en novembre dernier par la Fifa.

ITALIE

L'entraîneur de Crotona Giovanni Stroppa démis de ses fonctions, Cosmi le remplace

L'entraîneur de Crotona Giovanni Stroppa a été démis de ses fonctions lundi, et sera remplacé par Serse Cosmi, a annoncé le club calabrais, dernier de Serie A.

La défaite dimanche face à Cagliari (2-0), la sixième de rang en championnat, aura été celle de trop pour Giovanni Stroppa, à la tête

de l'équipe depuis 2018. Il avait offert à Crotona la deuxième montée de son histoire en Serie A, le championnat italien de première division, la saison dernière, en terminant deuxième de Serie B (2e div.).

"C'est la fin d'un beau et intense voyage qui a duré près de trois ans, non sans moments difficiles mais qui

a culminé lors de l'extraordinaire maintien (en Serie B en 2019, ndlr), et plus encore lors de la deuxième promotion historique en Serie A", affirme le club sur son site internet.

"Le président et l'ensemble du club souhaitent le meilleur à M. Stroppa et son équipe pour la poursuite de leur carrière", ajoute le com-

munié. Un peu plus tard, Crotona a annoncé la nomination de Cosmi, 62 ans, comme nouvel entraîneur.

Ancien technicien de Sienne et Palerme notamment, Cosmi était sans club depuis son départ de Pérouse en juillet dernier.

Il devrait faire ses débuts sur le banc de Crotona ce mercredi face à l'Atalanta.

LE LATÉRAL OMAR RICHARDS VA SIGNER AU BAYERN

Le Bayern Munich prépare sereinement son effectif pour la saison prochaine. Après avoir déjà annoncé l'arrivée de Dayot Upamecano (RB Leipzig), le club allemand s'offre Omar Richards (23 ans). Selon Sky Sports, le latéral gauche de Reading (D2 anglaise), en fin de contrat en juin, a passé sa visite médicale et signé un bail de quatre ans qui prendra effet à partir de cet été. Le natif de Londres débarquera en tant que doublure d'Alphonso Davies, tandis que Lucas Hernandez devrait régulièrement évoluer dans une position plus axiale la saison prochaine.



GEORGINIO WIJNALDUM FIXE SES CONDITIONS

L'international néerlandais fixe ses conditions à l'Inter Milan.

Depuis quelques jours, on sait que la formation de l'Inter Milan s'intéresse de près à la bonne affaire Georginio Wijnaldum. En fin de contrat avec Liverpool, l'international néerlandais n'a toujours pas prolongé et un départ serait de plus en plus à l'étude en fin de saison.

Concernant son avenir, il aurait plusieurs touches notamment avec le Paris Saint-Germain et le FC Barcelone. Concernant l'intérêt des Nerazzurri, il serait intéressé à l'idée d'évoluer sous les ordres d'Antonio Conte.

Néanmoins pour s'offrir les services du joueur batave, il va falloir y mettre le prix. Ce dernier réclamerait un contrat de quatre ans assorti d'un salaire de 10 millions d'euros par an.

SALAH DANS LE VISEUR DES MERENGUE

Ramon Calderon, ancien président du Real Madrid (2006-2009), a livré ses confidences sur un intérêt des Merengue pour Mohamed Salah.

Mohamed Salah continue de faire le bonheur de Liverpool. Cette saison, l'attaquant égyptien est une énième fois indispensable pour les Reds. En témoigne ses statistiques colossales : 17 buts inscrits et 3 passes décisives diluées en 25 matches de Premier League. Son statut au sein de l'effectif de Jürgen Klopp le rend naturellement intransférable. Malgré tout, Ramon Calderon, ancien président du Real Madrid (2006-2009), s'est confié sur un intérêt réciproque entre Mohamed Salah et le Real Madrid.

Dans des propos accordés à ON Time Sports, un média égyptien, l'ancien président de la Casa Blanca (2006-2009) confiait : "Salah est courtisé, bien sûr, par le Real Madrid. Mais Liverpool demanderait beaucoup d'argent et, si cet accord devait être conclu, ce serait crucial. Salah est un grand joueur avec un potentiel fantastique, et n'importe quel club souhaite acquérir de tels talents, mais pour le Real Madrid, je ne pense pas qu'ils aient les moyens financiers". Outre un potentiel intérêt pour Mohamed Salah, les priorités du Real Madrid sont toutes autres : Erling Haaland et Kylian Mbappé.



LACAZETTE SUR LE DÉPART

Alexandre Lacazette, l'attaquant d'Arsenal, devrait quitter les Gunners lors du prochain mercato estival 2021. Plusieurs clubs convoiteraient l'ancien Lyonnais. Alors qu'il rentrera dans sa dernière année de contrat avec Arsenal l'été prochain, Alexandre Lacazette ne devrait pas être conservé. Arrivé en 2017 chez les Gunners, l'attaquant français sera poussé vers la sortie par Mikel Arteta qui envisage de recruter d'autres attaquants malgré les 10 buts inscrits cette saison par le Français en 29 matches. Plusieurs clubs seraient sur les rangs pour accueillir l'attaquant de 29 ans, l'AS Monaco, l'AS Roma, l'Atlético Madrid seraient notamment intéressés indique le média local, Football London. De ce transfert d'Alexandre Lacazette, les dirigeants d'Arsenal espèrent récupérer 35 millions d'euros.

Griezmann, l'alternative à Sancho ?

Visiblement, Manchester United vise du très lourd pour le prochain mercato estival. C'est un secret de polichinelle, les Red Devils ambitionnent toujours, après avoir échoué l'été dernier, de recruter l'ailier de Borussia Dortmund, Jadon Sancho (20 ans, 21 matches et 6 buts en Bundesliga cette saison). Mais cette fois, le club manucien prépare ses arrières. En effet, OK Diario avance, avec certitude, que les pensionnaires d'Old Trafford font du Français Antoine Griezmann leur plan B dans ce dossier ! Le média espagnol croit même savoir qu'en dépit d'un contrat courant jusqu'en juin 2024 et d'une adaptation enfin réussie, l'attaquant du FC Barcelone sera disponible moyennant un transfert à 60 M€.

Une révélation étonnante, étant donné que Griezmann avait été recruté pour plus de 100 M€ à l'été 2019. Mais les problèmes financiers rencontrés par le Barça pourraient changer la donne. Affaire à suivre...



Abraham vers West Ham ?

Moins utilisé par Thomas Tuchel que son prédécesseur Frank Lampard, Tammy Abraham pourrait quitter Chelsea en fin de saison. West Ham serait sur les rangs.

Absent de l'équipe face à Manchester United, Tammy Abraham est dans le dur à Chelsea. Au point que certains médias locaux envisagent déjà son départ l'été prochain. West Ham serait l'un des principaux clubs intéressés pour accueillir le jeune buteur anglais selon des informations rapportées par Daily Star. Les Hammers qui recherchent un attaquant, ont mis le joueur des Blues tout en haut de leur liste qui comprend également les noms d'Eddie Nkefiah et Ivan Toney.

Malgré ses 12 buts inscrits cette saison qui en font le meilleur buteur des Blues, Tammy Abraham ne semble pas s'inscrire dans les plans à long terme du nouveau manager Thomas Tuchel. Du côté des dirigeants de Chelsea, on ne serait pas contre un départ du joueur qui est valorisé 40 millions d'euros et sous contrat jusqu'en 2023. Une somme importante qui pourrait servir comme d'autres à financer l'arrivée d'Erling Haaland. Mais là, c'est une autre histoire...



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

PRÉSIDENTENCE - MÉDIAS

Président Tebboune : «des sites électroniques d'un pays voisin à l'origine des rumeurs sur mon état de santé»

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a battu en brèche les rumeurs colportées contre sa personne, notamment celles en lien avec son état de santé, précisant qu'elles avaient pour source des sites électroniques dans un pays voisin diffusant depuis l'Europe.

Lors d'une entrevue avec des responsables de médias nationaux, diffusée lundi soir, le Président Tebboune s'est dit révolté contre ces personnes sans loi ni foi prétendant que je n'étais pas malade et que j'avais été victime d'une attaque ..., affirmant que "97% de ces rumeurs émanent de l'étranger et vous en connaissez bien la provenance". "Nous avons les informations et nous connaissons ces sites, au nombre de 98. Ils sont chez nos voisins et diffusent depuis la France et l'Espagne", a-t-il soutenu. Evoquant son état de santé qui l'a



obligé à une absence de quatre mois, le Président Tebboune a rappelé qu'il s'était engagé avec le peuple à la transparence et qu'il n'avait pas changé se disant "attristé par les rumeurs qui circulent".

Président Tebboune : «l'Algérie n'enverra pas ses troupes au Sahel»

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a affirmé lundi soir que l'Algérie n'allait pas envoyer ses troupes au Sahel et qu'elle n'était pas disposée à envoyer ses enfants à l'étranger pour se sacrifier pour autrui. "L'Algérie est une véritable force de frappe en Afrique. Notre armée est forte et nous avons réussi à préserver notre prolongement en Afrique et ailleurs. Il n'est pas question d'envoyer les enfants du peuple pour se sacrifier pour autrui. Cette décision sera prise en cas de besoin de dissuasion", a souligné le Président Tebboune lors d'une entrevue avec des responsables de médias nationaux diffusée lundi soir. "La France connaît très bien la forte influence de l'Algérie en Afrique", a-t-il ajouté, relevant que la "doctrine de l'Algérie repose sur un travail pour assoir la démocratie et aider à l'édification des états". Et de souligner "la présence naturelle de l'Algérie est en Afrique, mais cela ne veut

pas dire que nous allons nous isoler de l'occident. Nous sommes une puissance régionale reconnue et des partenaires dans la résolution des crises en Libye et au Mali et ailleurs".

"L'Algérie n'a jamais usé de son influence en Afrique, ni sur le plan économique ni sur le plan politique", a-t-il dit. Il a affirmé, par ailleurs, que l'Algérie "se rétablit aujourd'hui à l'intérieur et à l'étranger, sa voix est entendue et reprend ses forces avec le respect dû aux autres sans toutes fois céder, ne serait-ce qu'un iota de ses prérogatives ou de sa souveraineté". Sur le volet international, le chef de l'Etat a soutenu que l'Algérie entretenait d'excellentes relations avec les Etats-Unis, l'Union européenne et avec les frères du Golfe, et ce en dépit des divergences dans les vues.

Elle voue toute la sympathie aussi au souverain saoudien, serviteur des deux lieux saints de l'Islam. Concernant la cause sa-

raouie, le Président Tebboune a assuré que l'Algérie "n'abandonnera pas la question du Sahara occidental, une question d'ailleurs tranchée en 1989 lors d'une réunion ayant regroupé le souverain marocain Hassan II, le souverain saoudien Fahd Ben Abdelaziz, et l'ancien président Chadli Ben Jdid. Ils sont convenus, à la demande du roi Hassan II, à ce que la question du Sahara occidental relève des prérogatives de l'ONU et pour une reprise des relations entre les deux pays", allusion faite à la réunion qui a abouti à la création de l'Union du Maghreb Arabe. Pour ce qui est du Sommet a rabe qui devait se tenir à Alger en 2020 et reporté en raison de la pandémie Covid-19, le Président de la République a rappelé que l'Algérie avait fait part de sa pleine disposition à abriter le Sommet, "nous ne voulons pas toutefois risquer la vie des personnes. Le Sommet est par conséquent reporté jusqu'à la fin de la pandémie".

Président Tebboune : «l'Algérie entretient avec la France de bonnes relations, loin du complexe d'ancien colonisateur»

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, lundi, que l'Algérie entretenait avec la France de bonnes relations loin du complexe d'ancien colonisateur, soulignant l'existence de lobbies en France qui cherchent à saper ces relations.

Lors de son entrevue avec des responsables de médias nationaux, diffusée lundi soir par l'ENTV, M. Tebboune a

mis en avant sa relation "cordiale" avec le Président français, "qui a permis d'atténuer une certaine crispation dans les positions".

Il a fait état, dans ce sens, de puissants lobbies en France, notamment "un impliquant des voisins et qui s'emploie à parasiter les relations entre les deux pays et un autre représentant ceux qui ont perdu leur paradis (l'Algérie) et qui leur reste en travers de la

gorge", a-t-il déclaré. Le Président français, a-t-il poursuivi "est au courant du puissant lobby qui cherche à saper les relations entre les deux pays". A une question sur le dossier de la Mémoire et la reconnaissance par la France de ses crimes coloniaux en Algérie, et principalement les explosions nucléaires, le Président Tebboune a fait remarquer que "les bonnes relations de l'Algérie ne sauraient être au détri-

ment de l'Histoire ou de la mémoire". "Nous ne renoncerons jamais à notre mémoire qui ne peut faire l'objet de marchandage mais les choses doivent se régler intelligemment et sereinement", a-t-il souligné.

Il a expliqué que le Pouvoir algérien "avance résolument dans le cadre des bonnes relations avec la France car cette voie est toujours bénéfique".

APS

STARTUPS

M. Djerad inaugure l'accélérateur de startups "Algeria Venture"

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a procédé mardi à l'inauguration officielle de l'accélérateur de startups "Algeria Venture" basé au niveau du Parc des Grands Vents de Ouled Fayet (Dounia Parc) à Alger.

En présence de plusieurs membres du gouvernement, de représentants d'institutions financières, de Sonatrach, d'opérateurs économiques publics et privés et de startups, M. Djerad a inauguré l'Etablissement de promotion et de gestion des

structures d'appui aux startups "Algeria Venture", après avoir visité une exposition de startups activant dans différents domaines, organisée à cette occasion.

En marge de cette cérémonie d'inauguration, une convention de coopération sera signée entre le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, et le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la Connaissance et des Startups, Yacine Oualid.

COMMERCE

Lancement du portail dédié à la création d'entreprises en ligne

Le portail électronique dédié à la création d'entreprises a été lancé lundi pour permettre aux opérateurs de s'inscrire au Registre de commerce à distance.

Le lancement de cette plateforme dédiée à la création d'entreprises à distance s'est déroulé au Centre national du registre de commerce sous la présidence du ministre du commerce, Kamel Rezig en présence de la directrice générale des impôts, du directeur général de la Caisse nationale de la sécurité sociale des non-salariés (CASNOS), du directeur général de l'Office national des statistiques (ONS) et d'un représentant de la directrice générale de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) ainsi que des représentants de la chambre nationale des notaires. Ce portail concernera dans un premier temps les personnes physiques avant d'être élargi, dans les prochains jours, aux personnes morales, a déclaré le ministre à cette occasion.

Grâce à cette plateforme numérique, les opérateurs économiques et les chefs d'entreprises pourront effectuer les opérations d'inscription et de dépôt en

ligne et obtenir les identifications fiscales et statistiques ainsi que le numéro d'assurance sociale.

Dans le cadre des efforts du Gouvernement visant la promotion du paiement électronique (e-paiement), le ministre a rappelé la décision portant réduction de 20% des frais d'inscription au registre de commerce en cas de dépôt des comptes sociaux à distance, soulignant que le délai d'obtention d'un registre de commerce est d'une journée au maximum pour les centres enregistrant "une forte pression" et de deux (2) heures seulement pour les centres de wilayas moins surchargés. Le portail électronique pour la création d'entreprises à distance permettra "une économie de temps et de frais" et la simplification des procédures administratives, puisqu'il ne sera demandé qu'une photocopie de la carte d'identité pour toute personne souhaitant créer une entreprise commerciale mobile ou un acte de propriété ou bail de location pour la création d'une entreprise commerciale fixe.

MORT DU YOUTUBEUR FEKRI BENCHENANE

Le tribunal de Fellaoucene (Oran) ordonne une enquête préliminaire

Le Parquet de la République près le tribunal de Fellaoucene (Cour d'Oran) a ordonné l'ouverture d'une enquête préliminaire et une autopsie pour déterminer les circonstances de la mort du Youtuber Fekri Benchenane, connu sous le pseudonyme "Fekrinho", dont le corps sans vie a été retrouvé lundi par les services de sécurité entre les rochers de la plage de la forêt de Canastel, indique un communiqué de cette juridiction. "Les opérations de recherche menées par les services de sécurité, tous corps confondus, depuis le 24 février 2021 suite à la disparition de Benchenane Fekri (25 ans) dans la forêt de Canastel, se sont soldées, lundi, par "la découverte et l'identification de sa dépouille entre les rochers à la plage de la forêt de Canastel", détaille la même source. Le Parquet de la République près le tribunal de Fellaoucene a ordonné "l'ouverture d'une enquête préliminaire sur les circonstances du décès de la victime ainsi que son autopsie".

